

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources
Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

Journal de Palestine Manipulation de l'opinion et dossier

N° 498 du 6.12.2009

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse :http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Tiré a part

Isabel Pisano : « Arafat, ma passion, a été assassiné »

1 Médias/Vidéos

1-1 Gaza. Le bilan qui accable Tsahal.

1-2 To Shoot an Elephant.

1-3 Ian Hamel : Le cri de colère d'Esther Benbassa.

1-4 vidéo

1 François Cluzet parle de Salah Hamouri.

2 Omar Barghouti - United in Struggle against Israeli Colonialism, Occupation, and Racism

3 Discours d'un sioniste.

4 Une déclaration unilatérale d'un état palestinien indépendant?

5 Retour sur les annonces d'Abbas

6 Ce que serait la vie à Londres si les Anglais étaient des Palestiniens

7 http://www.dailymotion.com/video/xayr4g_o-dirigeants-et-savants-musulmans-a_news

2 Les brèves

2-1 Washington ne permettra jamais aux Palestiniens de déclarer leur indépendance.

2-2 Noam Chomsky : "Ne nous soumettons à aucune autorité".

2-3 Anshel Pfeffer : Le Grand Rabbin de l'armée : Les troupes qui montrent de la clémence envers l'ennemi

seront « damnées ».

2-4 Hamdan : L'échange des captifs ne se réalisera qu'après l'exécution de l'occupation aux exigences.

2-4 Tollé international après l'annonce de 900 logements à Jérusalem-Est.

2-5 Les occupants israéliens transforment les terrains de Palestiniens en étangs et marais.

2-6 Démolitions, incursions, agressions et détentions: c'est la politique d'"Israël".

2-7 Israël: un garde du corps du chef d'état-major accusé de tentative de viol.

3 Dossier

3-1 Gilad Atzmon : Du fleuve à la mer.

3-2 Gideon Levy : L'arme de l'apocalypse.

3-3 Khaled Amayreh : Des criminels de guerre impardonnables - AshkeNazi menace Gaza d'un autre «petit holocauste ».

3-4 Pierre Barbancey : L'Union européenne renforce la puissance économique d'Israël.

3-5 Myriam Abraham : Grande Bretagne : Le CFI Petit Mais Puissant Lobby Pro Israël Finance les Conservateurs Donnés Gagnants aux Prochaines Elections Législatives.

3-6 Allain Jules : Mahmoud Abbas: l'échec.

3-7 Jean-Paul Chagnollaud et Bernard Ravenel : Les élections palestiniennes, piège ou étape fondatrice ?

3-8 Surenchère de collaboration internationale avec les sionistes !!!

3-9 Heba Zaghoul : Pas de répit sur les colonies.

3-10 Najet Belhatem : Ce mur qui broie en silence.

3-11 Sever Plocker : Israël est devenu une épine dans le flanc du monde.

Tiré a part

Isabel Pisano : « Arafat, ma passion, a été assassiné »

A l'occasion du 5eme anniversaire de la mort de Yasser Arafat, les éditions Demi-lune et Timéli co-éditent le témoignage d'Isabel Pisano sur sa vie avec l'homme qui incarnait le combat du peuple palestinien.

Durant des années, la journaliste hispanophone et le leader de l'OLP ont vécu dans l'ombre une passion amoureuse au travers d'une tragédie historique.

L'ouvrage, préfacé par Tariq Ramadan et augmenté d'annexes rédigées par Thierry Meyssan, donne une vision profondément humaine d'une personnalité qui a marqué le siècle et que ses adversaires n'ont cessé de diffamer avant de l'assassiner.

Sandro Cruz : Isabel Pisano, vous êtes une journaliste reconnue dans votre pays d'adoption, l'Espagne [1]. Vous avez eu des contacts privilégiés avec Yasser Arafat pour des raisons professionnelles, mais aussi personnelles, jusqu'à devenir sa

compagne. Pourquoi lui avez-vous consacré cette biographie, Yasser Arafat, Intime, qui vient d'être publiée en français ?

Isabel Pisano : De son vivant et plus encore après sa mort, l'irremplaçable leader que fut Yasser Arafat a été calomnié à outrance. J'ai voulu donner à tous, y compris à ceux qui martyrisent la Palestine, l'Irak, l'Afghanistan et le Liban, l'image véridique d'Abu Ammar [2]. Et rappeler à l'occasion que les projets des cinq États maîtres du monde ne passeront pas. Parce que des centaines d'enfants des territoires occupés se préparent à prendre la relève de Yasser Arafat.

Le livre peut aussi s'avérer utile aux gouvernants à la mémoire courte qui acceptent passivement la destruction du Peuple palestinien. Toutes les cartes de l'ONU reflètent, pas à pas, les spoliations qui se succèdent sous le regard impassible de la communauté internationale (...)

Yasser Arafat ne mourra jamais, et les assassins d'innocents, les criminels de guerre du type Sharon finiront comme celui-ci. Il est regrettable que le peuple dont est issu Albert Einstein comme, du reste, bien d'autres génies, se laisse leurrer par une poignée d'égoïstes avaricieux qui ne disent jamais une seule vérité, même pas dans leur sommeil. Le peuple juif ne méritait pas ça, mais c'est à lui qu'il appartient de changer les choses. Il nous faudrait beaucoup d'Ury Avnery [3], puisque ce sont les juifs, et eux seuls, qui ont le pouvoir de rendre sa dignité, sa liberté et ses terres au peuple palestinien.

Sandro Cruz : Revenons à votre livre, la biographie de Yasser Arafat, que vous avez tant aimé. Comment peut-on être objectif quand on est sous le charme de quelqu'un ?

Isabel Pisano : Quand ce qui prévaut, dans le cœur et l'esprit —deux « organes » qui à mon sens n'en font qu'un—, est la quête impérieuse de la vérité, et quand on est sûr et certain qu'il n'y a pas cent vérités mais une seule et qu'elle est juste, alors, quand on découvre cela, on peut être aussi objectif que le Créateur.

Je me suis vouée à la cause de la Palestine en sachant parfaitement que je ne dormirai plus jamais tranquille.

Mais après avoir connu la tragédie de la Palestine, ce n'est qu'en vivant pour elle que ma vie prenait un sens, que ma naissance n'était pas un accident de la nature, parce que ceci était écrit au tout début des temps. Il n'est pas de combat plus sublime, plus élevé, plus honorable et, malheureusement, plus dur, que celui-ci : exiger que leurs droits inaliénables soient restitués aux Palestiniens.

Abu Ammar a tout donné, dans tous les sens, il a renoncé à la vie privée, à un exil confortable dans un quelconque pays du Proche-Orient, et en retour il en a été payé par la prison et la torture. Il m'a dit un jour : « Je

connais toutes les prisons du Proche-Orient et toutes leurs méthodes de torture... » Il y avait dans son regard un halo de tristesse insoutenable. Si quelqu'un est aveugle à tant de douleur et d'injustice, mieux vaudrait pour lui et pour le monde qu'il ne soit pas né !

Sandro Cruz : Ce 11 novembre 2009 sera le cinquième anniversaire de la mort de Yasser Arafat. Vous en donnez dans votre livre votre version, dont on ose peu parler publiquement [en Europe] : l'empoisonnement qui tua Yasser Arafat ne serait pas la conséquence d'une maladie particulière, mais un meurtre. Comment êtes-vous arrivée à la conclusion qu'il aurait été assassiné ?

Isabel Pisano : Arafat a été empoisonné. Il ne s'agit en aucune manière d'une conclusion à laquelle je serais arrivée par moi-même, mais des aveux faits par Ariel Sharon à Uri Dan, son ami et confident, dans *Entretiens avec Ariel Sharon*, un livre qui a disparu des vitrines des librairies françaises à la vitesse de l'éclair [4]. Si Sharon et son compère George W. Bush —qui tôt ou tard devra répondre devant les tribunaux des événements du 11 septembre, mais laissons du temps au temps— ont menti, ou si, dans sa mégalomanie, Sharon s'est adjudgé un crime qu'il n'a pas commis, cela, je l'ignore. Je ne fais que m'appuyer sur ce que lui-même a confié à Uri Dan et que celui-ci reproduit dans son livre. À part cela, il y a une foule de preuves énumérées dans mon livre.

Sandro Cruz : Mais pour parvenir à empoisonner Arafat, il fallait des complicités parmi ses plus proches collaborateurs politiques, ceux qui avaient accès à lui ?

Isabel Pisano : Oui, en effet. Pas seulement, peut-être quelqu'un de sa famille aussi.

Sandro Cruz : Vous narrez des aspects peu connus des origines d'Arafat : sa mère, descendante directe du prophète Mahomet ; son père, un riche homme d'affaires. De même, vous montrez Arafat défenseur infatigable des communautés chrétiennes du Proche-Orient. Contrairement à l'image que lui a affublée la propagande, vous le montrez à la recherche de la justice et de la paix. Pourtant ses efforts n'ont pas abouti. Quels obstacles a-t-il rencontré, et pour quelles raisons ?

Isabel Pisano : Ce livre fait partie d'une tétralogie. Lorsque j'ai vu les tours jumelles s'effondrer sur mon écran de télévision, j'ai compris que ce n'étaient pas des Arabes qui avaient fait cela : ils ne disposaient pas de la technologie nécessaire. Sans compter que je connaissais le projet Northwoods [5] du général Letzminzer (il le présenta à Kennedy qui le mit dehors de fort mauvaise humeur) et aussi ce bijou qu'est le rapport d'Iron Mountains, où est planifié tout ce qui arriva ensuite [6]. Je me suis mise en quête de preuves attestant de l'auto-agression, et ils en avaient laissé autant qu'un troupeau d'éléphants dans un magasin de porcelaine. Cette même année (2002), j'ai fini d'écrire *La Sospecha* (Le soupçon), et j'ai enchaîné avec *Yo Terrorista* (Moi, terroriste), un livre très dur sur le terrorisme d'État, qui a été pratiqué quotidiennement, que je sache, en Algérie, aux États-Unis et en Russie. Ensuite j'ai découvert, pas à pas, les clés du conflit palestinien et finalement, opérant un retour dans le temps en quête d'explications sur l'origine de cette violence, je suis remontée jusqu'aux sources : je me suis passionnée pour les civilisations antiques du Proche-Orient et interrogée sur ce qui poussait les armées d'Israël et des États-Unis à en détruire toutes les traces.

Après dix années de recherches j'ai écrit un quatrième livre, *El Papiro de Sept* (Le Papyrus de Sept).

Sandro Cruz : Septembre noir [7] était une faction du mouvement palestinien impliquée, par exemple, dans le massacre des athlètes israéliens aux Olympiades de Munich. Dans ce sens et dans ce contexte, Arafat a-t-il été impliqué dans des actes de terrorisme au long de sa longue lutte pour la libération et la reconnaissance du Peuple palestinien ?

Isabel Pisano : Non. Au début, il a eu à voir avec des actions de sabotage. L'affaire de Munich est quelque chose de monstrueux et Arafat n'y est absolument pour rien. Il a publiquement condamné les terroristes qui ont commis un acte aussi aberrant. Les Israéliens n'ont dit qu'une seule fois avoir la preuve de son implication dans cette affaire. Ils affirmaient avoir enregistré une conversation entre Arafat et les quatre preneurs d'otages à l'Ambassade d'Arabie saoudite, à Khartoum, début mars 1973. Mais à ce jour, ils n'ont jamais diffusé l'enregistrement qu'ils prétendent détenir.

Sandro Cruz : Comme le dit Tariq Ramadan, auteur de la préface de votre livre : « L'ouvrage donne, sur le plan humain, personnel et sentimental, une idée plus proche, plus intime de la personnalité de Yasser Arafat », et c'est justement cela qui captive l'attention. Arafat était quelqu'un qui cherchait constamment la paix pour son peuple et des engagements conduisant à des négociations avec son ennemi, Israël. Pourtant, la presse mondiale lui a toujours collé l'étiquette de terroriste. Comment expliquer cette distorsion ?

Isabel Pisano : La désinformation n'est pas un phénomène fortuit, mais la condition indispensable de la domination. Mais la désinformation est mal faite, et procède même par stéréotypes. Je vous donne un exemple : Bush père a dit à Saddam Hussein : « Ma patience a des limites. » Bush fils a dit, dix ans plus tard, au même Saddam : « Ma patience a des limites. » La semaine dernière, Obama a dit à l'Iran : « Ma patience a des limites. » Et moi, je me demande si ces trois types existent ou si ce sont des robots parlants. Il y a une énorme dose de provocation là-dedans, car chacun est en droit de se demander : est-il possible que la paix du monde dépende de la patience d'un seul homme ?

Sandro Cruz : Le Peuple palestinien est encore apatride. Pensez-vous que cet échec soit imputable à Yasser Arafat, qu'il ait commis une erreur dans sa lutte ? Est-on en droit de le critiquer ?

Isabel Pisano : Israël n'a pas la volonté réelle de reconnaître un État palestinien. Quand les militaires israéliens sont entrés en Palestine après la partition, ils l'ont fait en tirant et en semant la terreur parmi ceux qui fuyaient devant eux. A Deir Yassin, le général Sharon, qui avait alors une vingtaine d'années, a cloué les portes des maisons et leur a mis le feu : les femmes, les enfants, les vieillards qui se trouvaient à l'intérieur ont été brûlés

vifs. Cela, c'est l'Histoire.

Si vous observez les cartes de l'ONU de 1947 à nos jours, vous constatez une évidence : Israël a fait main basse sur presque tout le territoire palestinien. Cela se passe sous le regard impassible de l'Occident ou avec sa complicité. Le fait accompli se substitue au droit, comme l'écrit Thierry Meyssan.

Yasser Arafat a tout tenté, et nous savons tous ce qui s'est passé. Les Israéliens ont assassiné le cheik Ahmed Yassin et Abdel Aziz al Rantissi, décapitant ainsi le Hamas. Après le décès ou l'assassinat d'Arafat, il ne restait plus d'interlocuteurs représentatifs, et c'est justement ce qu'il fallait à la classe dirigeante israélienne pour continuer à assassiner des Palestiniens, à les expulser de leurs terres, comme ils le font aujourd'hui à Jérusalem Est. La force spirituelle des Palestiniens est invincible. Les dirigeants israéliens savent qu'ils devront tuer jusqu'au dernier Palestinien pour s'emparer de ces territoires, et ils s'en occupent activement.

Seul le peuple israélien peut remédier à cet état de choses en expulsant ces gouvernants corrompus, dans le meilleur des cas.

Sandro Cruz : Beaucoup de rumeurs circulent sur l'épouse de Yasser Arafat, Souha, qui a séjourné à Paris en menant grand train, puis s'est installée en Tunisie avant d'en être expulsée. On dit qu'elle a dilapidé le trésor de l'OLP et qu'elle vit avec un phalangiste libanais qui a participé aux massacres de Sabra et Chatila...

Isabel Pisano : Les sionistes ont fait circuler beaucoup de rumeurs pour accuser Yasser Arafat de détourner l'argent de la cause palestinienne. Ils s'imaginent qu'il était un homme comme eux. C'est ridicule. Il a toujours vécu frugalement tandis que ceux qui l'ont tué s'affichent dans un luxe ostentatoire.

Concernant Souha, je ne souhaite pas polémiquer à son sujet, je ne suis pas placée pour le faire.

Sandro Cruz : Quel est l'aspect de la personnalité de Yasser Arafat qui vous impressionnait le plus ?

Isabel Pisano : Sans aucun doute, son sens de l'humour. Il prisait tellement mes commentaires sarcastiques sur le pouvoir que je me sentais... comme Benigni [8] ! Mais aussi son romantisme. Plus que personne. Pour m'expliquer ses sentiments, il faisait de la poésie.

Sandro Cruz : En lisant votre livre on découvre non seulement la vie d'Arafat mais aussi l'histoire du Peuple palestinien, qui lui est intimement liée. Et cette histoire est chargée d'une violence hallucinante. On a du mal à comprendre comment le Peuple palestinien a pu faire face à tant d'acharnement. Mais le plus surprenant est que cette violence provient d'un peuple qui a lui aussi beaucoup souffert. Le Rapporteur spécial pour les droits de l'homme de l'ONU, M. Goldstone, vient justement de rendre public son rapport dans lequel il condamne Israël pour génocide et autres crimes de guerre en Palestine. La question qui me vient à l'esprit est la suivante : qu'arrive-t-il à la société israélienne de votre point de vue ? Le peuple est-il victime du pouvoir ou a-t-il simplement perdu tout repère ?

Isabel Pisano : Le peuple israélien est un grand peuple qui a donné à l'humanité ses plus grands génies. J'ai constaté la désinformation à laquelle il est soumis au quotidien. Or, un peuple désinformé devient une société en recul. Tous les jours, les Israéliens reçoivent leur dose de bourrage de crâne anti-arabe. Les maîtres du monde continuent de saccager, de faire la guerre, de déstabiliser les pays, et les peuples qu'ils harcèlent n'ont plus qu'à émigrer. Tout est calculé et programmé. Le moment est venu de se réveiller et d'aider le peuple juif à se débarrasser de ces tueurs.

Sandro Cruz

Vice-président du Réseau Voltaire et directeur de l'Agencia informe de prensa internacional (IPI). Éditeur des éditions Timéli.

<http://www.voltairenet.org:80/article162872.html>

1 Médias/Vidéos

1-1 Gaza. Le bilan qui accable Tsahal.

Le 16 janvier, l'interview du docteur Ezzedine Abu al-Aish en direct sur une chaîne de télévision israélienne tourne au drame.

Un tir de char israélien sur sa maison de Jabaliya, dans le nord de la bande de Gaza, tue trois de ses filles et une nièce.

Ce Gazaoui de 55 ans, militant de la paix, devient la figure emblématique des souffrances des civils, premières victimes de l'opération «Plomb durci».

Mercredi, Israël a reconnu «deux tirs» de l'un de ses tanks, estimant toutefois cette action «justifiée». Au motif, précise le communiqué de l'armée, que «des silhouettes non identifiées avaient été repérées à l'étage supérieur de la maison du docteur Abu al-Aish et pouvaient être des informateurs guidant des snipers et les tirs de mortier du Hamas».

L'image d'un père au-delà de la douleur est une première brèche dans le blocus imposé aux médias. En lançant son opération, le 27 décembre, le gouvernement israélien avait décidé d'une guerre sans témoin.

Pour ne pas voir se reproduire la guerre de l'été 2003 contre le Liban lorsque les images des destructions des quartiers sud de Beyrouth et de tout le sud du pays passaient en boucle sur les télévisions du monde entier.

Pendant trois semaines, les forces israéliennes ont pu conduire leurs offensives sans regard extérieur, les journalistes étant confinés à quelques kilomètres de la frontière avec Gaza et menacés d'arrestation ou d'expulsion dès qu'ils s'approchaient.

Toutefois, les reporters palestiniens de la chaîne de télévision qatarie Al-Jezira étaient sur place et ont continué d'informer, en anglais et en arabe, malgré les bombardements qui ont visé les immeubles des médias.

Aujourd'hui, il est possible d'établir un premier bilan de cette guerre de Gaza. Les témoignages recueillis, les chiffres, tout concourt à montrer qu'Israël a outrepassé les limites du droit international.

[Libération.fr](http://liberation.fr)

26 novembre

http://fr.news.yahoo.com/76/20091126/twl-gaza-le-bilan-qui-accable-tsahal-1a8f422_1.html

1-2 To Shoot an Elephant.

Réalisé par Alberto Arce et Mohammed Rujailah, *To Shoot an Elephant* est un film documentaire qui offre un témoignage sur les attaques d'Israël de l'hiver dernier depuis la bande de Gaza. Pendant les attaques, alors que l'armée israélienne interdisait aux journalistes étrangers d'entrer dans la bande, Arce a réussi à rester à Gaza et a filmé comment les équipes médicales et les hôpitaux étaient pris pour cibles par les forces israéliennes alors qu'ils étaient en service. Un jour après avoir reçu le Prix du Journalisme de la fondation Anna Lindh pour ses reportages du conflit dans ses articles sur Gaza publiés par le quotidien espagnol El Mundo, Arce a obtenu le prix du meilleur réalisateur au Festival du Film des Peuples à Florence le 7 novembre 2009. Adri Nieuwhof a rencontré Arce et l'a interrogé sur ses motivations pour faire ce film.

Adri Nieuwhof : Pouvez-vous vous présenter et nous dire pourquoi vous avez voulu faire ce film ?

Alberto Arce : Je suis un journaliste espagnol âgé de 33 ans. Je suis inspiré par le soutien international que nous avons reçu dans notre lutte en 1936 (En juillet 1936, des généraux espagnols lancèrent une campagne militaire pour renverser le jeune gouvernement républicain élu démocratiquement). George Orwell a participé aux Brigades républicaines internationales et a, en même temps, fait des reportages sur notre guerre. J'essaye de suivre l'exemple d'Orwell. J'ai suivi pendant 5 ans les événements en Palestine et j'ai pris conscience du silence des médias à Gaza. Je voulais rendre compte du châtement collectif subi par les gens à Gaza et j'ai décidé de rejoindre le bateau du *Free Gaza Movement* (qui a pris la mer pour Gaza) à la fin décembre 2008. Je voulais briser le mur de la censure.

AN : Est-ce que To Shoot an Elephant est votre premier film ?

AA : Non, c'est mon cinquième film. J'ai réalisé trois films sur la Palestine et un sur l'Irak. Tous ces films sont réalisés du point de vue de ce que des civils, locaux et internationaux, peuvent faire pendant une guerre. Nous, en tant que civils, devons faire tout ce qu'il est possible de faire pour arrêter une guerre. Un châtement collectif des gens à Gaza n'est pas autorisé par la loi internationale. Je ne peux pas accepter qu'Israël interdise l'accès des journalistes à la bande de Gaza. Mon film traite aussi de la défense du droit à la liberté d'expression. Je voulais montrer les faits.

AN : Comment ont réagi les Palestiniens à Gaza en voyant votre caméra ?

AA : La situation à Gaza empire chaque jour. Vous ne pouvez pas imaginer le degré de souffrance. Les civils m'ont accueilli et étaient reconnaissants de ma présence parmi eux. Il y avait deux journalistes d'Al Jazeera et sept autres étrangers (écrivant sur les attaques) à Gaza pendant les lourdes attaques militaires. Vous savez, les civils dans les ambulances sont les véritables héros. Ils risquaient leurs vies chaque jour pour sauver des civils. L'un d'eux a été abattu (devant la caméra) par un tireur embusqué israélien (16 travailleurs médicaux urgentistes ont été tués pendant leur service).

AN : Qu'avez-vous ressenti en recevant le prix du meilleur réalisateur à Florence ?

AA : Je suis fier d'avoir reçu le prix pour le film que j'ai coréalisé avec Mohammed. Je crois que cela aidera à atteindre un large public. Après que j'ai reçu le prix, les gens me demandaient si j'étais content de ce prix. Mais je ne vais pas me sentir éternellement heureux au sujet du film. Les personnages du film sont des civils habitants de Gaza. Ils sont toujours piégés. Pendant les attaques militaires, j'étais un des leurs. La situation à Gaza doit changer et cela n'arrivera que si la pression internationale fait appliquer le respect de la loi internationale.

AN : Quelle a été la réaction du public à votre film ?

AA : Certaines personnes ont du quitter le cinéma avant la fin du film. Je suis peiné que ces gens n'aient pas pu affronter les faits. Les gens meurent à Gaza et je ne peux pas réveiller les morts. Les centaines d'enfants qui sont morts durant l'Opération Plomb Durci étaient des êtres humains. Ce n'est pas une question de statistiques. Le public, lors de la première mondiale à Florence, est resté silencieux à la fin du film. Je trouve que c'est frappant. Le film est cruel. Le but est de vous faire sentir que vous appartenez à cette réalité.

AN : Quel a été le moment le plus difficile ou le plus émouvant durant votre séjour à Gaza ?

AA : Le pire a été le premier jour. Après une journée de lourds bombardements, notre groupe de sept internationaux s'est vu proposer de quitter Gaza afin de sauver nos vies. Il nous a fallu trois minutes pour décider que nous voulions rester. A cet instant, je suis devenu Palestinien et je n'étais plus un international. Ce qui signifiait que nous devenions aussi victimes des bombardements, de la violence aveugle. Vous réalisez alors que c'est un hasard si vous êtes vivant. Je ne voulais pas être un héros mort, je voulais être un journaliste professionnel et un réalisateur vivant. Je ne peux pas décrire ce que c'est que de passer une nuit sous des bombardements lourds et de découvrir le lendemain, que vos voisins sont morts durant cette nuit. Ou ce que c'est que de se faire tirer dessus, et de voir que la personne en face de vous meurt et pas vous. Cette violence est ce

que les Palestiniens vivent depuis 60 ans. Quelle aurait été ma vie si, à cinq ans, j'avais vu mes deux camarades de classe brûlés par le phosphore blanc ?

AN : *Dans quelles villes sera projeté le film ?*

AA : Vous trouverez les informations sur notre site Internet, www.toshootanelephant.com. Le film va également jouer un rôle dans les séances du Tribunal Russell sur la Palestine. Je voudrais inviter les groupes de solidarité et les militants à participer à une séance gratuite mondiale du film le 18 janvier 2010, un an après le soi-disant "cessez-le-feu" à Gaza. Cette projection mondiale est organisée pour nous rappeler que la situation à Gaza n'a pas changé. Au contraire, elle empire. Si vous souhaitez vous joindre à la projection mondiale, vous pouvez me contacter via le site Internet.

Adri NIEUWHOF

Traduit par Isabelle Rousselot

<http://www.tlaxcala.es/pp.asp?reference=9330&lg=fr>

1-3 Ian Hamel : Le cri de colère d'Esther Benbassa.

C'est incontestablement l'un des meilleurs livres parus cette année. Très court, mais très corsé et très courageux. Dans « Etre juif après Gaza », l'intellectuelle Esther Benbassa se demande jusqu'à quand la grande majorité des juifs de France va-t-elle continuer à cautionner les yeux fermés tous les actes d'Israël ? Même les plus odieux, comme les bombes au phosphore déversées sur Gaza.

Curieusement, il est presque difficile de faire une synthèse de ce petit ouvrage de 74 pages. Tant chaque mot est pesé. Ce n'est absolument pas en pamphlet, avec son pesant d'exagération, de provocation. C'est simplement un cri, un cri de rage ou de colère d'une Française qui se présente ainsi : « *C'est parce que je suis une Juive sans Dieu qu'Israël fait partie de la religion que je n'ai pas, mais c'est aussi parce que j'y ai grandi que je tiens à son existence et ne puis donc qu'être critique* ».

Née à Istanbul, Esther Benbassa a fait des études supérieures en Israël, à l'université de Tel-Aviv, puis en France, à Paris. A l'Ecole pratique des hautes études (EPHE), elle occupe une chaire du judaïsme moderne et contemporain. On lui doit notamment une « Histoire des Juifs de France » et « La souffrance comme identité ».

Le persécuté devient persécuteur

Que dit-elle ? Que les Israéliens sont « égarés » par leur nationalisme. Un nationalisme que redoutait déjà un Juif en 1917, instituteur à Ispahan. « *Le premier usage de leur liberté que font les peuples nouvellement délivrés du joug est de persécuter les éléments étrangers se trouvant parmi eux, et que la tyrannie qu'ils exercent est en fonction directe de celle qu'ils ont supportée* », écrivait cet instituteur au début du siècle dernier.

Une attitude qui n'est pas propre aux Juifs. Qu'ont fait les esclaves libérés aux Etats-Unis et renvoyés en Afrique pour créer le Liberia ? Ils ont aussitôt opprimé leurs frères africains... « *En devenant israéliens, ces Juifs ont-ils été frappés d'amnésie jusqu'à oublier les principes premiers de l'éthique, socle de leur être juif ?* », s'interroge Ester Benbassa dans « Etre juif après Gaza » (*). Comment des Juifs, dont les parents ont vécu la persécution, la souffrance, peuvent-ils tolérer qu'un autre peuple, les Palestiniens, connaisse un sort similaire ?

Passer de victime à bourreau

Si l'expression n'était pas galvaudée, on dirait que l'intervention de l'armée israélienne sur Gaza en décembre 2008 et janvier 2009, est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Comment tolérer une opération qui a tué entre 1 166 et 1 417 personnes, en majorité des civils (contre 13 Israéliens) ? qui a provoqué la coupure de 75 % de l'électricité de la bande de Gaza, qui a privé un demi million de Gazaouis d'accéder à l'eau courante ? Pour l'intellectuelle, cette offensive contre Gaza s'apparente bien davantage à une guerre coloniale qu'à une guerre de défense. Comment justifier l'utilisation de bombes au phosphore, qui provoquent sur les corps des dégâts irréparables, en violation du droit humanitaire ?

« *Gaza, c'est un nouveau mur qui s'élève en diaspora, celui de l'impossible communication entre les Juifs et leur entourage, qui ne peut plus comprendre leur excessive tolérance à l'endroit d'Israël* », lance Esther Benbassa, qui ne veut pas « être juive et rejeter Israël. Je ne veux pas non plus être juive et approuver cette guerre immorale que mène Israël ».

Si la diaspora se détournait...

C'est l'un des aspects les plus originaux brièvement abordé dans cet ouvrage : par ses excès, Israël ne va-t-il pas se couper petit à petit des Juifs du reste du monde, devenus de moins en moins autistes ? Selon un chiffre lancé par le président du Crif (Conseil représentatif des institutions juives de France), 95 % des Juifs de l'Hexagone aurait approuvé l'intervention israélienne dans la bande de Gaza. Esther Benbassa constate qu'aux Etats-Unis, les Juifs américains, que l'on imagine encore plus pro-israéliens, n'étaient que 75 % en mars 2009.

Chiffre encore plus significatif, 69 % des Juifs américains « *soutiendraient sans réserve les efforts de leur pays pour aboutir à un accord de paix associant un gouvernement d'unité nationale, réunissant le Hamas et l'Autorité palestinienne* ». Il n'est pas non plus inintéressant de souligner qu'Israël affiche un solde migratoire proche de zéro, ceux qui partent étant pratiquement aussi nombreux que ceux qui arrivent. Vu l'état de guerre perpétuel, Israël n'apparaîtrait plus forcément comme la terre promise aux yeux de la diaspora.

(*) Esther Benbassa, « Etre juif après Gaza », CNRS Editions, 4 €

Ian Hamel, Journaliste, publie "L'énigme Oussama Ben Laden" aux Editions Payot le 5 novembre 2008, auteur également du livre « La vérité sur Tariq Ramadan, sa famille, ses réseaux, sa stratégie » aux éditions Favre, préface de Vincent Geisser.

Ian Hamel

17 novembre

Publié le 17 novembre 2009 avec l'aimable autorisation d'Oumma.com

Source : Oumma.com

<http://www.oumma.com/...>

1-4 vidéo

1 François Cluzet parle de Salah Hamouri.

Sarkozy avait promis d'aller chercher n'importe quel Français, quoiqu'il ait fait, où qu'il soit.

François Cluzet le prend au mot et défend en direct sur France 2 la cause de Salah Hamouri, dont nous avons déjà parlé ici.

Mais pourquoi le prétendu BNCVA (Bureau National de Vigilance Contre l'Antisémitisme) attaque-t-il Cluzet en Justice ?

Manifestement, il n'a aucune chance de gagner un procès d'une telle mauvaise foi?

Le but véritable est ailleurs : nuire à la carrière de l'acteur, décourager les réalisateurs de l'engager encore.

Pour contrer de tels chantages, la meilleure riposte consiste à diffuser la vidéo, soutenir Cluzet et nous aider à investiguer sur les agissements du lobby sioniste y compris dans les milieux artistiques.

Blog pour soutenir Salah Hamouri.

vidéo : http://www.dailymotion.com/video/xb30qi_francois-cluzet-parle-de-salah-ham_news

2 Omar Barghouti - United in Struggle against Israeli Colonialism, Occupation, and Racism

http://www.youtube.com/watch?v=Gj-Vf2RZSVw&feature=player_embedded

3 Discours d'un sioniste.

http://www.youtube.com/watch?v=eUh5G5HTcV4&feature=player_embedded

http://www.alterinfo.net/DISCOURS-D-UN-RACISTE-SIONISTE-QUI-NE-FAIT-PAS-GRAND-BRUIT-AUX-MEDIAS-FRANCAIS_a39815.html

4 Une déclaration unilatérale d'un état palestinien indépendant?

Vidéo : http://www.wat.tv/video/itw-rfi-17-11-1xn19_ktus_.html

5 Retour sur les annonces d'Abbas

Interview sur france 24

http://www.wat.tv/video/itw-france-24-1xlhp_ktus_.html

6 Ce que serait la vie à Londres si les Anglais étaient des Palestiniens

<http://www.youtube.com:80/watch?v=-zZhVekDq5Y>

7 http://www.dailymotion.com/video/xayr4g_o-dirigeants-et-savants-musulmans-a_news

2 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Washington ne permettra jamais aux Palestiniens de déclarer leur indépendance.

En visite dans les territoires occupés par "Israël", une délégation de sénateurs américains a participé au « Forum Saban » qui se tient en ce moment. Joe Lieberman (Indépendant) et Ted Kaufmann (Démocrates) ont tous deux affirmé lors de leur intervention que « les Etats-Unis ne permettraient jamais aux Palestiniens de déclarer leur indépendance de manière unilatérale ».

Joe Lieberman a insisté sur « la nécessité d'une solution négociée entre les deux parties », et Kaufmann a accusé les Palestiniens « de perdre du temps avec ce genre de déclarations car ils savent très bien que les Etats-Unis ne laisseront pas une telle initiative arriver devant l'ONU ».

Joseph Lieberman s'est aussi référé au dossier iranien, estimant « que s'il était d'accord avec l'approche de Barack Obama de vouloir tenter un dialogue avec Téhéran, il fallait admettre aujourd'hui que les Iraniens n'ont pas été à la hauteur et qu'il va probablement falloir changer de stratégie ».

« Il faut trouver des moyens pour faire pression de manière forte sur le régime iranien sans que ce soit le peuple qui en pâtisse », a-t-il ajouté. Sur ce point, tous les membres de la délégation, Démocrates comme Républicains, étaient d'accord, tout comme sur leur soutien affiché à "Israël".

SOULEIMAN

18 novembre

www.almanar.com.lb <http://news.stcom.net/modules.php?name=News&file=article&sid=4726>

2-2 Noam Chomsky : "Nous ne soumettons à aucune autorité".

Extrait d'une interview du philosophe et linguiste américain Noam Chomsky, réalisée par Jon Snow de canal 4. Chomsky nous livre avec sa clairvoyance habituelle ses opinions sur quelques thèmes cruciaux du monde actuel, du terrorisme au changement climatique, en passant par le conflit israélo-palestinien.

Terrorisme

La leçon en serait que le terrorisme a des causes ? A moins de s'en prendre aux causes, on ne résoudra pas le problème. Bien sûr, une bonne part de cela est de l'activité criminelle et toute activité criminelle doit être réprimée honnêtement et équitablement par le pouvoir judiciaire.

Mais à défaut de s'intéresser aux causes du mécontentement, vous vous retrouvez dans la position d'un médecin qui injecterait du poison à son patient et se demanderait ensuite quel est le meilleur moyen de traiter les symptômes.

Si Barack Obama n'est pas à la hauteur des espérances qu'il a fait naître, deux choses peuvent se produire. Kennedy aussi avait suscité un énorme enthousiasme et il a rapidement déçu. Il avait un bon appareil de propagande mais quand on regarde d'un peu plus près ses réalisations, il aura sans doute été le président le plus dangereux du 20ème siècle.

Les énergies qui furent alors éveillées se transformèrent en quelque chose de très constructif : l'activisme des années 60. Kennedy n'a certainement pas soutenu le mouvement des droits civiques mais il avait inspiré sa rhétorique et il s'y est assimilé. C'est une possibilité pour Obama.

L'autre possibilité relève du cynisme. Le choix constructif d'Obama va devoir s'appuyer sur le réalisme de la situation actuelle et non sur les illusions du marketing politique. Noam Chomsky

Noam Chomsky

02 Novembre 2009 http://www.michelcollon.info:80/index.php?option=com_content&view=article&id=2365:qne-nous-soumettons-a-aucune-autoriteq&catid=6:articles&Itemid=11

2-3 Anshel Pfeffer : Le Grand Rabbin de l'armée : Les troupes qui montrent de la clémence envers l'ennemi seront « damnées ».

Dans l'armée israélienne, les psychopathes fondamentalistes juifs ont de beaux jours devant eux ...

Le Grand Rabbin de l'IDF a dit aux étudiants d'un programme de préparation militaire d'une yeshiva la semaine dernière que les soldats qui « montrent de la clémence » envers l'ennemi en temps de guerre seront « damnés ». Le Brig. Gen. Avichai Rontzki a aussi dit aux étudiants de la yeshiva que les religieux font de meilleures troupes de combat.

Parlant jeudi à la yeshiva Hesder de la colonie Karnei Shomron en Cisjordanie, Rontzki s'est référé à la discussion de Maimonides sur les lois de la guerre. Ce texte cite un passage du livre de Jérémie disant : « Maudit soit celui qui fait avec négligence l'œuvre de l'Éternel, maudit soit celui qui éloigne son épée du carnage ! »

Dans la bouche de Rontzki, « En temps de guerre, quiconque ne combat pas de tout son cœur et âme est damné - s'il éloigne son épée du carnage, s'il fait preuve de clémence envers son ennemi quand il ne faut montrer aucune merci ».

Les remarques de Rontzki ont eu cours dans une cérémonie célébrant le nouveau rouleau de la Torah de l'école. Le service commémorait Yosef Fink, un des deux étudiants de yeshiva kidnappés par le Hezbollah en 1986. Leurs corps furent rendus dix ans plus tard lors d'un échange de prisonniers.

Rontzki s'est aussi référé spécifiquement à la conduite de l'armée israélienne pendant l'opération Plomb Fondu à Gaza. « A propos de tout ce que nous avons entendu dans les media dernièrement, remerciez Dieu que le peuple d'Israël se soit uni récemment sur la compréhension simple de la façon dont il doit combattre. Une des innovations majeures de cette offensive fut la conduite de la guerre - pas comme une sorte de mission ou de détention ».

« Nous nous souvenons tous du début de la guerre, avec une grande attaque de 80 avions bombardant différents lieux, puis l'artillerie, les mortiers et les tirs de tanks et tout cela, comme à la guerre », a-t-il dit. « Chacun a combattu de tout son cœur et âme, et bien sûr il y a de la bravoure, mais aussi un combat avec toutes les ressources qu'on a - combattre comme si on décidait réellement de la mission ».

Rontzki s'est aussi référé aux qualités du soldat combattant idéal.

« Dans les guerres d'Israël, les guerriers sont des craignant-Dieu, des personnes justes, des gens qui n'ont pas de péchés sur leurs mains », dit-il. « On doit combattre avec une compréhension de ce pour quoi on combat ».

Anshel Pfeffer

2-4 Hamdan : L'échange des captifs ne se réalisera qu'après l'exécution de l'occupation aux exigences.

"L'occupation n'a pas accepté les exigences de la résistance nationale concernant l'opération d'échange des captifs contre son soldat capturé, Gilad Chalit", a dit Hamdan en refusant de donner des détails à propos des efforts déployés par la médiation Allemande et égyptienne pour réaliser l'opération d'échange des captifs. Le responsable des relations externes du Hamas, Oussama Hamdan a souligné, le dimanche 22/11, lors d'une déclaration de presse, que son mouvement s'intéresse fortement et sérieusement à l'opération d'échange des captifs, en portant le gouvernement de l'occupation responsable s'il ne s'engagera pas pour accomplir les exigences de la résistance nationale qui détient le sergent israélien, Gilad Chalit.

"La question d'échange des captifs n'a aucun lien avec les déclarations du ministre de l'intérieur qui a annoncé, hier, l'intention des factions palestiniennes d'accorder l'arrêt du lancement des roquettes sur l'occupation, en soulignant leur fort attachement pour faire face à toute tentative d'agression sioniste contre la Bande de Gaza", a affirmé Hamdan.

Hamdan a souligné que le Hamas s'attache, plus que jamais, aux efforts déployés par l'Égypte pour réaliser la réconciliation palestinienne, en confirmant que son mouvement veut que ses remarques et observations envers la feuille finale égyptienne soient accordés pour arriver à la réconciliation palestinienne selon les dossiers et détails négociés, et évalués antérieurement.

En insistant sur les efforts du Hamas déployés avec les égyptiens pour la réconciliation nationale, le leader du Hamas a confirmé que leurs inquiétudes étaient justes, surtout après l'annonce unilatérale d'Abbas d'organiser des élections, ainsi que son intention de poursuivre les négociations inutiles avec l'occupation après leur échec total et très flagrant, en plus de l'obstination de l'occupation de judaïser les territoires palestiniens occupés, et le report puis l'incapacité d'organiser des élections.

"Pour cela le Hamas s'attache à la nécessité d'établir une réconciliation interne durable et juste", a-t-il ajouté
23/11

[.http://www.palestine-](http://www.palestine-)

[info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7YAli7ILFoQxuw9rMsy1J%2b%2biYNqWxsGHfbvVyr4u9WDdgcCrNjoH1kAp7hdLexsSyj2Ba0J4G0m1RhWEhlcOCXdxMHgM%2fLEtu5TkHiUOR29C4%3d](http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7YAli7ILFoQxuw9rMsy1J%2b%2biYNqWxsGHfbvVyr4u9WDdgcCrNjoH1kAp7hdLexsSyj2Ba0J4G0m1RhWEhlcOCXdxMHgM%2fLEtu5TkHiUOR29C4%3d)

2-4 Tollé international après l'annonce de 900 logements à Jérusalem-Est.

La Maison Blanche juge "consternant" ce projet d'expansion, qui rend "plus difficiles" les efforts de relance du processus de paix. Et pour le porte-parole de Mahmoud Abbas, cela montre "qu'Israël se fiche de la position américaine".

La commission de planification de **Jérusalem** a déposé mardi 17 novembre un projet de construction de **900 unités d'habitation** à Gilo, quartier juif de Jérusalem-Est que les Palestiniens revendiquent, déclenchant les critiques des Palestiniens mais aussi une dénonciation particulièrement virulente de la part des Etats-Unis, qui ont jugé cela "consternant".

Le négociateur palestinien Saeb Erekat a vivement condamné cette décision d'expansion de Gilo, où vivent déjà quelque 40.000 juifs. Selon lui, elle "montre que cela ne rime à rien de reprendre des négociations tant que ce genre de choses continue".

A **Washington**, le porte-parole de la Maison Blanche Robert Gibbs a jugé "consternant" ce projet d'expansion, qui rend "plus difficiles" les efforts de relance du processus de paix menés par les Etats-Unis. Il a critiqué toute mesure "susceptible d'anticiper unilatéralement, ou semblant anticiper sur des négociations": la question de Jérusalem doit "être réglée via des négociations entre les parties", a-t-il ajouté.

"Les Etats-Unis sont également opposés à d'autres pratiques d'Israël à Jérusalem liées au logement, y compris le comportement constant d'évictions et de démolitions de maisons palestiniennes", a conclu Robert Gibbs.

"Israël se fiche de la position américaine"

Nabil Abu Rdeneh, porte-parole du président palestinien **Mahmoud Abbas**, a estimé qu'il "s'agit d'un message adressé au président Obama, lui disant qu'Israël se fiche de la position américaine". Il "devrait y avoir une vraie pression américaine sur les Israéliens pour qu'ils arrêtent tous ces actes", lesquels selon lui "prouvent qu'Israël ne veut pas la paix et ne veut pas relancer le processus de paix", a-t-il estimé.

Londres aussi a critiqué ces projets. "Le Secrétaire au Foreign Office a toujours été très clair sur le fait d'un accord crédible comprend Jérusalem comme capitale partagée. Agrandir les implantations sur des terres occupées à Jérusalem-Est rend cet accord bien plus difficile. Cette décision sur Gilo est mauvaise et nous nous y

opposons", a fait savoir la diplomatie britannique dans un communiqué.

Le secrétaire général de l'ONU **Ban Ki-moon** a lui aussi dénoncé l'action israélienne, estimant, selon sa porte-parole Michele Montas, que "de telles actions mettent à mal les efforts en vue de la paix et mettent en doute la viabilité de la solution de deux Etats".

"Une partie intégrante de Jérusalem"

Dans un communiqué, les services du Premier ministre israélien **Benjamin Nétanyahou** ont défendu ce qu'ils ont qualifié de "procédure de routine de la commission de planification", et ajoutant que "le quartier de Gilo est partie intégrante de Jérusalem".

Environ 180.000 Israéliens vivent dans les quartiers construits autour de Jérusalem-est, l'Etat hébreu, qui considère que Jérusalem-Est -annexée en 1967- fait partie d'Israël, refuse toute restriction des constructions. Les Palestiniens pour leur part considèrent ces quartiers juifs comme des colonies de peuplement alors que l'Etat hébreu exclut de facto Jérusalem-Est de toutes les discussions sur le gel des constructions.

La rapidité avec laquelle la Maison Blanche a réagi, alors que Gibbs se trouve en Chine avec Obama, pourrait bien être la conséquence des déclarations malheureuses (...) de la secrétaire d'Etat Hillary Clinton il y a trois semaines à Jérusalem.

Alors que les Palestiniens réclament **le gel total de la colonisation**, elle avait pour sa part estimé que le gouvernement israélien faisait preuve de retenue sur le dossier et dit déceler des pas en avant positifs. Des propos qui avaient suscité la colère du monde arabe et une immense déception vis-à-vis de la position de Washington.

18.11.

http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/international/proche_moyenorient/20091118.OBS8107/tolle_international_apres_lannonce_de_900_logements_a_j.html

2-5 Les occupants israéliens transforment les terrains de Palestiniens en étangs et marais.

Deux Palestiniens du village d'Aïn Yabroud, au nord de la ville de Ramallah, en Cisjordanie, ont décidé, hier mercredi 25 novembre 2009, de porter plainte contre l'Entité sioniste, dans le tribunal d'instance de la ville de Tel Ar-Rabi (Tel-Aviv). Ils veulent exiger une compensation d'un demi million de shekels pour la transformation de leurs terrains en des étangs et marais pour les colons sionistes.

C'est l'institution des droits de l'homme Yish Din qui a représenté les deux Palestiniens. En fait, leurs terrains ont été transformés en des marais recevant de l'eau usée jetée de points coloniaux connus sous le nom Ofra, bâtis en 2007.

Cette poursuite judiciaire a été engagée contre l'Etat israélien. En effet, ce dernier avait donné son autorisation pour la construction du projet d'eaux usées sur des terrains appartenant aux Palestiniens. Une construction illégale. Et les terrains ne sont pas toujours rendus à leurs propriétaires.

Notons que les habitants de ce village d'Aïn Yabroud avaient auparavant porté plainte au tribunal supérieur israélien, pour la même raison.

26/11

<http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7bA58AB%2bQr46cub081dv5sbo1n86zscSk%2fkYIN%2bFVfkvsbf4tNsuZxuSAIEdHvYmdD6VX8ORc07z3azWwl5qR9tkr%2fEPYv3GTN8Gv%2fYVu4T4%3d>

2-6 Démolitions, incursions, agressions et détentions: c'est la politique d'Israël".

Les bulldozers de l'occupation israélienne ont démolie une habitation palestinienne dans le quartier d'Al Akaba, au village d'Al Essawia, au nord-est de la ville sainte occupée d'Al Qods.

La maison détruite était construite de deux étages et s'étendait sur une superficie de 240 mètres carrés.

Elle abritait plus de 14 personnes.

Les palestiniens ont condamné fortement la politique de punition collective et discriminatoire exercée quotidiennement par les autorités occupantes israéliennes, appelant à une intervention digne et juste pour sauver leur destin humanitaire et légal sur leurs terres historiques.

"La commission d'habitat alliée à la municipalité sioniste à Al Qods a ordonné récemment de détruire plus de 14 maisons, dans la partie Est d'Al Essawia, élevant à 70 le nombre de maisons menacées par la destruction sioniste".

Il est à noter que l'occupation s'est emparée de la plupart des terres d'Al Essawia (10 mille dunums), en ne laissant que 2 mille dunums pour une population palestinienne qui dépasse 15 mille personnes.

D'autre part, les forces armées occupantes et les équipes de la municipalité sioniste ont envahi l'entrée principale du camp de Chaefat en confisquant les biens et les légumes après avoir agressés les vendeurs.

Plus de 30 soldats sionistes ont attaqué les lieux de travaux des ouvriers, et transporté certains d'entre eux vers le passage militaire

20/11/2009

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=112042&language=fr>

2-7 Israël: un garde du corps du chef d'état-major accusé de tentative de viol.

Un garde du corps du chef d'état-major israélien, le général Gaby Ashkenazi, a été appréhendé et impliqué dans une tentative de viol, a-t-on appris dimanche de source policière.

Ce garde du corps, un capitaine âgé d'une trentaine d'années, a été appréhendé vendredi soir près du port de Tel-Aviv où il est soupçonné d'avoir tenté de violer une jeune femme à l'issue d'une soirée de célibataires donnée en son honneur avant son prochain mariage.

Alertés par les cris de la jeune femme, des passants et des policiers sont intervenus et le militaire a d'abord tenté de se cacher dans des buissons. Il a finalement été appréhendé en état d'ébriété, et dévêtu, sur les rives de la rivière Yarkon, où il aurait plongé pour se cacher.

Interrogé dimanche à la radio de l'armée, son avocat, Benyamin Nahari, a affirmé que le capitaine niait les faits reprochés.

Ce dernier a servi dans l'unité qui a assuré la garde rapprochée de l'ancien Premier ministre Ehud Olmert.

Cette unité, qui assure aussi la protection du chef d'état-major, est composée d'hommes issus des formations d'élite de l'armée ou des services secrets et triés sur le volet(...) par le Shin Bet, le service intérieur de sécurité.

(AFP / 29 novembre)

<http://www.romandie.com/ats/news/091129061755.7dexi57f.asp>

3 Dossier

Ndlr :La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Gilad Atzmon : Du fleuve à la mer.

Cessons une bonne fois pour toutes de nous bourrer le mou sur l'Amérique augmentant-la-pression-sur-Israël-pour-qu'il-gèle-les-colonies-en-Cisjordanie. Toute la fascination pour ce sujet est un pur produit des labos des docteurs folimage sionistes. Elle a pour but de détourner l'attention de la cause profonde du conflit: le vol de la Palestine et des Palestiniens au nom d'un «retour des Juifs à la maison». L'appel à arrêter les constructions israéliennes en Cisjordanie ne vise qu'à nous donner la fausse impression que le vol de la Palestine a commencé en 1967. Les faits sont connus de beaucoup d'entre nous, mais pas de tous. C'est en 1948 que la grande majorité des Palestiniens ont été expulsés de leurs villes, villages, champs et vergers.

Ce qui se présente comme une initiative de paix usaméricaine mettant la pression sur Israël pour qu'il mette un terme à son expansion en Cisjordanie est en fait un agenda promu par les sionistes au sein de l'administration usaméricaine qui se rendent compte, tout comme Sharon vers la fin (de sa carrière), que la seule chance pour l'État juif de survivre à la prochaine décennie, est de rétrécir aux dimensions d'un petit *shtetl* (ghetto). La solution à deux États est en effet le dernier effort pour maintenir en vie le sionisme.

Netanyahu est loin d'être stupide. Il comprend tout ça. Il sait que le rêve de son père du révisionniste sioniste de père (Benzion Mileikowsky alias Netanyahou, secrétaire de Ze'ev Jabotinsky) d'un «grand Eretz Israel» est inaccessible.

Haaretz rapporte aujourd'hui que le Premier ministre israélien, à Washington, a admis qu'il était résolu à la solution de «deux États vivant côte à côte». Toutefois, il a souligné que «le droit des réfugiés palestiniens à retourner dans leurs foyers dont ils ont été expulsés, ne serait pas mis sur la table. » Apparemment, un Premier ministre faucon israélien affronte délibérément le péché originel d'Israël à savoir l'expulsion de la grande majorité des Palestiniens. Toutefois, le fait qu'il insiste pour dire qu'il ne sera pas « mis sur la table » ne peut signifier qu'une chose : qu'il est déjà sur la table. "Ils", poursuit M. Netanyahu, "doivent abandonner le fantasme d'une invasion d'Israël par des réfugiés, renoncer aux revendications irrédentistes [1] sur le Néguev et la Galilée, et de déclarer sans équivoque que le conflit est bel et bien terminé ".

De toute évidence, M. Netanyahou exprime ici le souhait qui est partagé par la plupart sinon par tous les Israéliens. Ils rêvent tous d'ouvrir leurs yeux un beau matin, pour découvrir que tous les Goyim, les Palestiniens, les Arabes et les Musulmans viennent de quitter la région.

Je tiens à signaler à Netanyahu et à tous les Israéliens qui veulent bien l'entendre que cela ne va pas se passer comme ça. Autant une invasion de «réfugiés» palestiniens est un cauchemar ancré chez les Israélien, il est loin d'être un fantasme palestinien. C'est plutôt une réalité qui attend son heure. Israël a perdu sa chance de se réconcilier avec ses voisins. Il a échoué à régler son conflit avec le peuple autochtone de cette terre. Le sort d'Israël sera déterminé par les «faits sur le terrain» à savoir la démographie. En termes de réconciliation, Israël a passé la zone non-retour. Son sort est scellé. Une Palestine du fleuve à la mer n'est plus une question de 'si', mais plutôt une question de 'quand'.

Contrairement à la plupart des Israéliens qui rejettent la cause palestinienne, M. Netanyahou a admis aujourd'hui que les Palestiniens ont effectivement été expulsés. Pour la première fois les « revendications irrédentistes » des Palestiniens sont évoquées par un Premier ministre israélien. Et pourtant, M. Netanyahu et ses gens devraient cesser de se faire des illusions. Ce n'est pas seulement du Néguev et de la Galilée qu'il s'agit. Il s'agit en effet de chaque bout de terre entre le fleuve et la mer: Tel Aviv, Jérusalem, Haïfa, Beer Sheva et chaque village, verger, terrain, rivière et arbre entre les deux. La seule question qui reste ouverte est : combien de temps faudra-t-il pour

que le Shekel s'effondre ? Combien de temps faudra-t-il aux Israéliens pour saisir qu'ils habitent sur des terres volées ? Combien de temps faudra-t-il avant que les Israéliens se rendent compte que la bataille est perdue ? Combien de temps faudra-t-il pour que les Israéliens intériorisent le fait évident qu'ils ont une fois de plus réussi à se placer sur le mauvais côté de leurs voisins ?

Note

[1] Irrédentiste: quelqu'un qui prône la récupération culturelle et historique de son territoire.

Source : <http://www.gilad.co.uk/writings/from-the-river-to-the-sea-by-gilad-atzmon.html>

Gilad ATZMON

Traduit par Fausto Giudice

URL de cet article sur Tlaxcala : <http://www.tlaxcala.es/pp.asp?reference=9262&lg=fr>

<http://www.tlaxcala.es/pp.asp?lg=fr&reference=9262>

3-2 Gideon Levy : L'arme de l'apocalypse.

"Voilà comment on crée le scénario du prochain conflit". Une analyse de l'un des rares journalistes israéliens à dénoncer la propagande de guerre et les provocations israéliennes.

Merci à Anne-Marie Perrin pour sa traduction.

"Toutes les quelques semaines, il vous faut semer la peur, tous les quelques mois, il vous faut lancer des menaces, et une fois par an ou tous les deux ans, il vous faut avoir une autre petite guerre. La coopération aveugle entre l'institution militaire et les médias assure la promesse d'un autre cycle de combats. De la sorte, il nous est possible d'esquiver en partie le blâme du Rapport Goldstone et de nous vautrer dans ce que nous aimons le mieux : être la victime, se sentir menacé et nous unir face au grand péril extérieur qu'on prétend être à l'horizon.

Les Forces de Défense israéliennes vont se placer au-dessus de tout cela et se laver d'une série de soupçons et d'échecs. Ce qui peut aussi se traduire en budgets énormes, glorification et influence à la fois pour les généraux et les commentateurs militaires. Ce qui génère aussi de bons scores d'audience pour la télévision et fait vendre des journaux à sensation et des systèmes d'armement sophistiqués. Qu'y aurait-il donc de meilleur pour nous ? Le cri d'alarme le plus récent : la NASA en Palestine ; à Gaza, les systèmes Raphaël de Défense avancée d'Israël. Le Hamas lance une roquette iranienne – il faut qu'elle soit iranienne – à 60 kilomètres. Le chef du Renseignement militaire en a fait état. Le Premier Ministre Benyamin Netanyahu a immédiatement parlé de systèmes de missiles et les médias sont aussitôt entrés dans leur danse de guerre favorite. « Trois millions de citoyens à portée de tir », « Confrontation en décembre », « Etes-vous à portée de tir ? » « Les faubourgs de Tel-Aviv en danger », « Des armes apocalyptiques » - des titres effrayants, accompagnés de cartes non moins alarmantes. « Il s'agit pour l'armée d'une dimension nouvelle à affronter. Il ne s'agit pas d'une question simple mais d'une tout autre histoire. Nous devrions nous rappeler que les pertes seront nombreuses de notre côté », rugissait à la télévision ce baryton national qu'est le commentateur militaire.

Et nous voici de nouveau en prise au grotesque – une bande de terre assiégée et enfoncée dans sa détresse et ses ruines avec une pitoyable organisation paramilitaire dont l'arsenal d'armes serait une honte pour un camp d'entraînement basique de l'armée israélienne, et qui a déjà prouvé son inadéquation durant la dernière guerre. Mais les militants nous sont dépeints comme une superpuissance. Voilà comment on crée le scénario du prochain conflit. Voilà comment on donne du pouvoir non seulement à l'ennemi, mais d'abord et surtout aux Forces de Défense Israéliennes, qui sont à même de battre l'ennemi.

Les commentateurs militaires, tout à leur bellicisme, annoncent, que la guerre est pour bientôt, peut-être même pour le mois prochain. Leurs prédictions furieuses seront de nouveau une prophétie dont ils vont eux-mêmes assurer l'accomplissement. De même que dans ses horribles incarnations antérieures, nous pouvons nous attendre sous peu à une série d'« incidents » qui vont « chauffer le front » - bombardement d'un tunnel, mitraillage d'un laboratoire d'armes.

Quelques paysans inoffensifs qui oseront s'approcher du mur de sécurité, leurs charrues rouillées en main, seront abattus et dépeints comme des terroristes posant des explosifs ; et en réponse les Palestiniens vont tirer des Qassams vides, semant la peur dans le Néguev et mettant sous pression le gouvernement pour qu'il « fasse quelque chose ».

« La haute hiérarchie ne se demande pas s'il y aura une autre confrontation militaire avec le Hamas, mais quand », selon le cliché relatif à la prochaine guerre. Mais, bien entendu, l'unique question importante n'est pas posée : « Pourquoi ? », plutôt que si ou quand. Là est la question qui ferait réfléchir.

Tout cela serait comique si ce n'était si démoralisant. Même la satire ne serait pas aussi ridicule que cette réalité récurrente. Aucune leçon n'est retenue. Mille commissions d'enquête ne nous épargneront pas cette marche de folie. Gaza est enfermée et tranquille, toutes proportions gardées. Il est sûr qu'elle ne restera pas tranquille si le siège n'est pas levé et si on n'accorde pas à ses habitants des conditions de vie qui soient humaines. Ceux qui aspirent à une autre guerre vaine et criminelle en décembre sont conviés à se joindre à la célébration de l'insanité qui nous submerge et qu'orchestrent les seigneurs de guerre – généraux et commentateurs.

Bienvenue à ceux qui veulent essayer d'arrêter ce cercle vicieux pour concevoir une alternative : la levée immédiate du siège, la reconstruction de Gaza, la libération de Gilad Shalit au prix fixé, un effort pour faire entrer le Hamas dans le processus de paix et une tentative pour atteindre avec lui un accord à long terme. Cela est

possible. On ne l'a jamais tenté. Que feront donc les généraux et les commentateurs si – Dieu nous en préserve ! – le calme au Sud continue ?

Gideon Levy

7 novembre

Source : <http://www.haaretz.com/hasen/spages/1126077.html>

(Traduit de l'anglais par Anne-Marie PERRIN pour CAPJPO-EuroPalestine)

Source: CAPJPO-EuroPalestine

http://www.europalestine.com/...http://www.palestine-solidarite.org:80/analyses.Gideon_Levy.071109.htm

3-3 Khaled Amayreh : Des criminels de guerre impardonnables - AshkeNazi menace Gaza d'un autre «petit holocauste ».

La concordance entre Gabi AshkeNazi et la deuxième partie de son nom de famille semble parfaite. Le chef d'Etat-major israélien est considéré comme l'un des principaux criminels de guerre israéliens responsables du génocide virtuel contre la Bande de Gaza l'hiver dernier. Il a sur ses mains criminelles des tonnes de sang innocent, dont celui des plus de 340 enfants tués dans le bombardement pornographique d'Israël sur la population civile.

La semaine dernière, les médias israéliens ont rapporté la déclaration d'Ashkenazi : Israël allait lancer un nouveau quasi-holocauste sur Gaza, ajoutant que l'armée israélienne d'occupation entrerait dans les recoins et les rues les plus reculés du territoire côtier.

En tant que meurtrier de masse abject, Ashkenazi, comme les autres criminels de guerre israéliens, devrait être à La Haye en train de préparer sa défense contre les accusations de crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Les crimes qu'il a perpétrés le mettent après tout sur un pied d'égalité avec les criminels de guerre nazis, qui ont comparu en justice pour leurs propres crimes contre l'humanité pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Cependant, à cause de la déliquescence morale qui affecte notre monde aujourd'hui et sa complicité éhontée au sio-nazisme, Ashkenazi et consorts sont non seulement libres, mais ils menacent même leurs victimes d'un nouvel holocauste.

Dans un certain sens, le comportement arrogant d'Ashkenazi est dans l'ordre des choses. La réaction totalement inappropriée de la communauté internationale à la guerre-éclair néo-nazie contre les Gazaouis sans protection a dû enhardir les dirigeants israéliens, et les convaincre qu'Israël pourra toujours avoir les mains libres contre les 1,5 millions d'habitants de l'enclave côtière, sous blocus et affamés, sans avoir à trop s'inquiéter de conséquences ou de répercussions sérieuses.

D'où ses propos repoussants.

Il est vrai que de nombreux dirigeants libres d'esprit et moraux, comme le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan, ont condamné avec virulence la barbarie israélienne à Gaza.

Comme il est aussi vrai que le rapport Goldstone, préparé par le juge sud-africain Richard Goldstone, a dénoncé Israël pour avoir perpétré des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité pendant la guerre de Gaza, ce qui est un développement positif.

Toutefois, il est également avéré que les criminels de guerre ne font guère cas des condamnations verbales, même si elles viennent d'organisations ou de personnalités internationales éminentes.

Les remarques d'Ashkenazi doivent être prises avec le plus grand sérieux pour deux raisons principales : D'abord parce que l'armée israélienne, ou Wehrmacht sioniste, est capable de commettre l'impensable, comme le bombardement de zones civiles, l'utilisation de bombes à fragmentation, comme cela s'est produit sur le Liban à l'été 2006, ou au phosphore blanc, comme à Gaza l'hiver dernier.

Ensuite, parce qu'Israël est essentiellement un Etat rebelle qui n'a jamais pris le droit international au sérieux. Ce qui est même encore plus scandaleux, c'est que les pays occidentaux, en particulier les Etats Unis, aient toujours traité l'entité judéo-nazie comme étant au-dessus du droit international.

Il est donc impératif que le peuple palestinien joue ses cartes avec beaucoup de discernement et d'intelligence. Après tout, quand on lutte contre un taureau, on ne doit compter que sur son cerveau, et non sur ses muscles pour ne pas se faire écraser par l'énorme bête.

Les Palestiniens doivent toujours garder ce fait à l'esprit parce que leur survie en tant que peuple dépend dans une large mesure de la bonne volonté de la communauté internationale, et pas seulement de leur propre force militaire ou politique. La plupart des Palestiniens se trouvent de fait prisonniers de l'occupation militaire interminable. En conséquence, les Palestiniens doivent se doter des porte-paroles les plus doués pour attirer l'attention des populations du monde sur l'holocauste rampant qu'Israël tente d'exécuter sur notre peuple sans défense.

Nous ne devons pas hésiter à invoquer l'holocauste par crainte d'être accusés de faire dans l'hyperbole. Si un dixième de ce qui s'est passé à Gaza au début de cette année était arrivé aux juifs israéliens, Israël aurait invoqué non stop l'holocauste, et des appels urgents du monde entier auraient été lancés pour sauver les Juifs et empêcher les Arabes de finir ce qu'Adolphe avait commencé il y a près de soixante-dix ans.

De plus, l'idée qu'Israël entreprenne une sorte d'holocauste n'est pas du tout impensable.

L'année dernière, le vice-ministre de la défense israélien, Mattan Vilna'ai a prévenu qu'Israël lancerait un holocauste contre les Palestiniens, si c'est cela qu'ils voulaient. Et pendant la guerre-éclair contre Gaza, le ministre psychotique des Affaires étrangères Avigdor Lieberman a été cité par les médias israéliens pour avoir dit qu'il fallait larguer une bombe atomique sur Gaza.

Pour toutes ces raisons, les craintes palestiniennes ne sont pas, et ne devraient pas être considérées comme phobiques et irrationnelles. Nous sommes aux prises avec un Etat irrationnel et une société morbide, submergée par un type unique de psychose collective.

Néanmoins, faire entendre nos voix n'est pas suffisant. Nous devons aussi, autant que possible, chercher à gagner l'attention et le soutien des organisations internationales pour les droits de l'homme. Elles sont des témoins crédibles dont les témoignages peuvent s'avérer cruciaux pour sauvegarder les droits de notre peuple, les morts comme les vivants.

Nous devons aussi collecter et documenter méticuleusement toutes les informations ayant trait aux crimes et aux criminels sionistes, du simple soldat sur le terrain au plus haut commandant. Ceci ne devrait pas être très difficile puisqu'énormément d'informations sur les criminels de guerre israéliens sont disponibles, même par Internet.

De plus, les Palestiniens et leurs partisans devraient toujours faire face aux Etats, dans le monde entier, avec les informations accusant l'armée et les dirigeants politiques israéliens. Nous devons chercher à réduire leurs horizons, leur interdire les capitales du monde, les poursuivre partout où ils vont. Ces gens-là sont des criminels de guerre et des tueurs d'enfants et nous ne devons pas les laisser avoir la moindre parcelle de tranquillité d'esprit. Leurs crimes doivent les condamner à une vie entière d'anxiété existentielle, de stress et de dépression. Bien sûr, les sio-nazis ne se rendront pas et nos efforts ne les contrecarreront pas facilement. De plus, des gouvernements ouvertement immoraux comme ceux des Etats-Unis ou d'Allemagne, pour ne citer qu'eux, se précipiteront au secours d'Israël pour le protéger de toute mesure proactive qui mettrait le régime sioniste sur le grill et lui ferait comprendre que l'occupation a un coût qu'il doit payer.

Mais nous et nos alliés pouvons combattre ce véritable axe du mal en édifiant un front mondial comprenant des millions d'hommes et femmes libres et honnêtes, qui pourchasseront les criminels de guerre où qu'ils aillent, et dénoncer leurs méfaits.

Heureusement, un tel mouvement est déjà en place. Mais nous devons mieux nous organiser, pour être plus efficaces. Ces buts ne sont pas difficiles à atteindre parce que le monde en a assez d'Israël, un Etat que nous ne devons jamais cesser de comparer à l'Allemagne nazie parce qu'en fin de comptes, lorsque les sionistes juifs se comportent et agissent comme les nazis du siècle dernier, ils deviennent des nazis.

Et nous n'avons pas à nous en excuser.

Khaled Amayreh

12-11-2009

Traduction : MR pour ISM

<http://www.ism-france.org/news/article.php?id=12967&type=analyse&lesujet=Crimes%20de%20Guerre>

http://www.alterinfo.net/Des-criminels-de-guerre-impardonnables-AshkeNazi-menace-Gaza-d-un-autre-petit-holocauste_a39150.html?com#com_1055628

3-4 Pierre Barbancey : L'Union européenne renforce la puissance économique d'Israël.

Les Européens poursuivent à marche forcée l'intégration d'Israël, considéré comme un « partenaire naturel » malgré les accusations de crimes de guerre, la poursuite de la colonisation et les atteintes aux droits de l'homme. Quoi qu'il arrive, Israël sait pouvoir compter sur l'Union européenne (UE). Déjà, ces dernières semaines, les pays de l'UE avaient pris soin, à l'ONU, de ne pas soutenir le rapport Goldstone accusant de crimes de guerre l'armée israélienne et le Hamas palestinien lors de l'offensive dans la bande de Gaza.

Alors que le processus de paix est bloqué du fait de l'intransigeance d'Israël, qui refuse de stopper sa politique de colonisation en Cisjordanie et à Gaza, l'Union européenne fait comme si de rien n'était et poursuit la mise en place de l'intégration d'Israël dans ses structures, dans le cadre de l'accord d'association. Comme l'explique le site de la Commission européenne, « l'UE et Israël se sont engagés dans un partenariat visant à instaurer des relations politiques étroites et des relations de commerce et d'investissement mutuellement bénéfiques, ainsi qu'une coopération dans les domaines économique, social, financier, civil, scientifique, technologique et culturel ».

Le plan d'action « a pour but d'intégrer progressivement Israël dans les politiques et programmes européens ». Ce plan « est adapté afin de refléter les intérêts et les priorités d'Israël, ainsi que son niveau de développement », peut-on encore lire. « La coopération UE-Israël prévoit pour la première fois un volet d'aide financière, Israël devant recevoir, au cours des sept prochaines années, 14 millions d'euros au titre de la coopération financière de la communauté européenne. » L'accord d'association comporte cependant une clause (article 2) qui explique que « les relations entre les parties (...) doivent être fondées sur le respect des droits de l'homme et le respect de la démocratie ». Un article visiblement oublié.

Les droits de l'homme balayés du débat

L'UE et Israël ont ainsi achevé leurs négociations sur la libéralisation du commerce des produits agricoles. Cet accord a été acquis le 20 octobre et devrait être signé dans un avenir proche. Un autre accord sur la mise en place d'un cadre pour la certification des produits pharmaceutiques est annoncé et devrait être finalisé très prochainement.

Le ministre israélien des Affaires étrangères, Avigdor Lieberman, déclarait, fin septembre, qu'il ressentait un « manque de réponse » de l'UE et affirmait qu'il ne doit pas y avoir de « conditionnalité ». Depuis Jérusalem, où il se trouvait le 15 octobre, à l'occasion d'une conférence sur « Israël et l'élargissement de l'UE », le vice-président de la Commission européenne, Günter Verheugen, a expliqué qu'« Israël est un partenaire naturel », c'est un

« pays atypique, qui mérite un statut spécial car il est proche de l'UE en ce qui concerne le développement économique et la stabilité de sa démocratie et de ses institutions ». « Les relations à développer seront peaufinées afin qu'elles soient aussi proches et semblables que possible de celles avec la Norvège et l'Islande, qui sont membres de la zone économique européenne. »

Il a souhaité que soit fixé un « agenda positif » pour tracer « des perspectives nouvelles et intéressantes pour le développement futur des relations UE-Israël (...). (Nous) travaillons déjà ensemble sur un large éventail de questions », notamment l'environnement, l'énergie, la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Seule allusion à l'occupation des territoires palestiniens, Verheugen s'est borné à affirmer qu'il fallait espérer qu'avec le temps, le Moyen-Orient connaîtrait la même paix et la même stabilité que l'Europe avait acquise (sic) !

Lors d'une rencontre à la mi-septembre entre Rafik Barak, vice-directeur général au ministère israélien des Affaires étrangères, et un représentant européen, Israël a demandé qu'aient lieu des visites au plus haut niveau, telle celle du commissaire Verheugen décrit comme « un bon ami du pays ».

Occupants et occupés sur un même plan

Alors que l'Union européenne, principal bailleur de fonds dans la région, a les moyens de faire pression sur Israël pour que le processus de paix reprenne sur des bases permettant la création d'un État palestinien dans les frontières de 1967, elle se contente de quelques déclarations de principe et pratique la « politique de l'équilibre », mettant sur un même plan occupants et occupés. Ce faisant, l'UE aide Israël à renforcer son poids économique, financier et militaire au Proche-Orient, alors que, de l'aveu même de Bernard Kouchner, « l'aspiration à la paix » semble avoir « disparu, comme si on n'y croyait plus ».

Pierre Barbancey

14 novembre 2009

L'Humanité

Du même auteur :

[Israël joue l'obstruction](#)

[Le droit international à l'épreuve d'un massacre](#)

[Les Palestiniens privés d'eau par Israël](#)

Vous pouvez consulter cet article à : <http://www.humanite.fr/2009-11-13> I...

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=7636

3-5 Myriam Abraham : Grande Bretagne : Le CFI Petit Mais Puissant Lobby Pro Israël Finance les Conservateurs Donnés Gagnants aux Prochaines Elections Législatives.

Selon un article du quotidien anglais The Guardian du 16/11/09, citant un documentaire de Channel 4 récemment programmé, si les Conservateurs gagnent les prochaines élections législatives l'influence du Lobby pro Israël va croître car les Tories sont largement financés par ce Lobby sioniste.

Les organisations pro Israël en Grande Bretagne regroupées dans un petit mais puissant Lobby pro sioniste vont voir leur influence décuplée si les Conservateurs gagnent les prochaines élections selon le film de Channel 4 qui a examiné les activités de ce Lobby.

Au moins la moitié des députés du cabinet fantôme sont membres du CFI (Conservative Friend of Israël) selon ce film. Les producteurs de ce programme décrivent le CFI comme **« sans aucun doute le mieux connecté et probablement le mieux financé de tous les groupes de lobbying de Westminster »**.

Le montant des financements versés aux Tories par ce Lobby sioniste anglais via des donations de ses membres et de leurs business pour les huit dernières années dépassent les 16.7 millions de \$.

Comme le dit Sir Richard Dalton, un ancien diplomate britannique qui a été consul général à Jérusalem et ambassadeur en Libye et en Iran « *je ne crois pas et je ne pense pas qu'il y ait quelqu'un qui pense que ces contributions financières soient faites sans contre partie* ».

Le programme TV décrit également comment le chef des Conservateurs, David Cameron, a accepté une donation de 25 053 \$ de Poju Zabłudowicz, un milliardaire finlandais président de Bicom (Britain Israel Communications Center). Zabłudowicz, selon le film, a des intérêts financiers dans des activités situées dans des colonies illégales en Cisjordanie occupée, notamment dans un centre commercial situé dans la colonie de Ma'aleh Adoumim près de Jérusalem Est, une colonie qui coupe la Cisjordanie en deux. Il a aussi fait don de plus de 80 000 \$ au Bureau Central des Conservateurs.

William Hague, qui a été nommé ministre des affaires étrangères du cabinet fantôme a accepté des donations se chiffrant en milliers de dollars des membres du conseil d'administration du CFI. Pourtant, Hague avait été mis à l'index par le CFI après avoir critiqué l'attaque israélienne contre le Liban pendant l'été 2006, la qualifiant de « *disproportionnée* ». Lord Kalms, un membre du CFI et généreux donateur pour les Conservateurs avait alors menacé de cesser ses financements. Selon le film, Cameron aurait accepté de bannir le mot « disproportionné » du langage des Conservateurs en ce qui concerne Israël. Les supporters du CFI ont également versé des sommes importantes pour financer la campagne des membres de l'équipe de Cameron, élu une première fois en 2005. Bien que cela soit légal, ces financements par le Lobby pro Israel en Grande Bretagne est peu connu du public britannique.

Alors qu'une étude aux Etats Unis de deux universitaires américains, Stephen Walt et John Mearsheimer a

démontré l'influence du puissant Lobby israélien sur la politique étrangère américaine, en Grande Bretagne jusqu'à présent peu de publicité a été faite sur l'influence politique du Lobby pro Israël dans ce pays.

Selon Michael Mates, un député conservateur et conseiller privé, « **le Lobby pro Israël ... est le lobby politique le plus puissant** » « **ils sont intouchables** ».

En Juin, lors d'un dîner organisé par le CFI, Cameron n'a fait aucune mention des morts palestiniens lors de l'Opération Plomb Durci menée par l'armée israélienne fin décembre 08 début janvier 09 (1400 morts palestiniens, 13 morts israéliens majoritairement des militaires) mais a félicité Israël car « *il fait tout son possible pour protéger des vies innocentes* ».

Le parti Travailleiste britannique n'est pas en reste lui non plus lorsqu'il s'agit de défendre les intérêts sionistes. Le Labour Friends of Israel (LFI) a envoyé quelque 60 parlementaires en mission de brainwashing sioniste sur le terrain depuis 2001, alors que les Tories en ont envoyé 30 ces trois dernières années.

Bicom, tout comme les groupes affiliés des partis, organise des conférences et des voyages en Israël pour les journalistes, y compris d'ailleurs pour ceux du Guardian.

Pour les prochaines élections législatives anglaises, les Tories sont donnés gagnants. Un nouveau gouvernement d'un pays européen dont la politique étrangère risque de tomber sous domination sioniste. Un de plus !

La chaîne TV britannique, Channel 4, est connue comme étant provocatrice. Nul doute qu'il faut l'être pour oser dénoncer le puissant Lobby pro Israël.

L'année dernière à Noël Channel 4 avait programmé en plus des traditionnels vœux de la reine Elisabeth aux Anglais, les vœux pré enregistrés du président iranien, Mahmoud Ahmadinejad. Le puissant Lobby sioniste de Grande Bretagne, qui n'a de cesse de le diaboliser, avait déjà fort apprécié !

Pour visionner la série documentaire en anglais de Channel 4 [Dispatches: Inside Britain's Israel Lobby](#)
Lundi 16 Novembre 2009

Myriam Abraham

http://www.planetenonviolence.org/Grande-Bretagne-Le-CFI-Petit-Mais-Puissant-Lobby-Pro-Israel-Finance-Les-Conservateurs-Donnes-Gagnants-Aux-Prochaines_a2055.html

3-6 Magda Barsoum : « Les Etats-Unis répètent que Abbass est leur choix, mais ils ne lui offrent aucun soutien réel »

Président de la Commission des affaires étrangères et arabes et de la sécurité nationale au Conseil consultatif et ancien ambassadeur d'Egypte en Israël, Mohamad Bassiouni évoque la médiation égyptienne entre les factions palestiniennes et les chances d'avancer vers la paix au Proche-Orient.

« Les Etats-Unis répètent que Abbass est leur choix, mais ils ne lui offrent aucun soutien réel »

Al-ahram hebdo : Pensez-vous que l'action de l'Egypte en faveur de la question palestinienne est arrivée à une impasse, après l'échec de la réconciliation palestinienne et l'absence de tout progrès dans le processus de paix israélo-palestinien ?

Mohamad Bassiouni : Pour ce qui est de la cause palestinienne, l'Egypte agit sur trois axes. Premièrement, les efforts de conciliation et la réalisation de l'entente nationale entre les factions palestiniennes, en particulier entre le Hamas et le Fatah. L'Egypte a présenté aux Palestiniens un document qui comprend les points de vue des deux factions ainsi qu'un compromis que propose Le Caire. L'Egypte avait réclamé que le document lui soit remis après la signature des factions avant le 15 septembre. Le Fatah a effectivement remis le document après l'avoir signé mais malheureusement, le Hamas a réclamé des amendements sur le document et a demandé un nouveau délai pour la signature. Or, l'Egypte refuse d'effectuer des amendements et la balle est maintenant dans le camp du Hamas.

Quant au second axe, il porte sur l'échange de prisonniers et plus particulièrement l'échange du soldat israélien Gilad Shalit en contrepartie de 450 prisonniers palestiniens, comme première étape. Or, Israël a refusé la liste présentée par le Hamas. Un médiateur allemand a participé aux négociations avec l'Egypte pour tenter de parvenir à une solution en ce qui concerne ce dossier. Quant au troisième axe, il vise la reprise des pourparlers sur toutes les questions, sans exception, se rapportant au statut final des territoires palestiniens, tout en fixant un calendrier pour la fin de ces pourparlers afin d'éviter qu'ils se poursuivent indéfiniment. Il faut également que Washington présente des garanties écrites, selon lesquelles le statut final n'est autre que la création d'un Etat palestinien dans les frontières du 4 juin 1967.

— Est-il possible d'accepter la proposition de l'ancien ministre israélien de la Défense, Shaoul Mofaz, de créer un Etat palestinien avec des frontières provisoires, en attendant de régler les questions du statut final ?

— Pour mettre fin au conflit arabo-israélien, il faut que les deux parties arrivent à des accords autour de toutes les questions du statut final qui sont : le statut de Jérusalem, les réfugiés, les colonies, les frontières et les arrangements sécuritaires. Le fait d'annuler ou de reporter une de ces questions signifie la poursuite du conflit.

Quant à la proposition faite par Mofaz, numéro deux du parti Kadima (opposition, 28 membres à la Knesset), elle est catégoriquement refusée car le stade des accords transitoires est dépassé (les accords d'Oslo). Maintenant, il faut parvenir à un accord final qui mette définitivement un terme au conflit arabo-israélien par l'instauration d'un Etat palestinien indépendant, souverain et viable dans les frontières du 4 juin 1967 et dont la capitale est Jérusalem-Est.

— Le gouvernement de droite israélien sous la présidence de Benjamin Netanyahu est-il disposé à faire la paix avec les Palestiniens ?

— De façon générale, aucun premier ministre israélien, qu'il soit de gauche ou de droite, ne prendra la décision

de rendre leurs droits aux Palestiniens sauf s'il y était obligé. Cette obligation peut revêtir une forme politique, économique ou prendre la forme de pression de la part de l'opinion publique israélienne. Or, jusqu'ici, aucun indice ne montre qu'une telle pression est actuellement exercée sur Israël. Donc, je ne pense pas que le gouvernement israélien actuel a une volonté réelle de parvenir à la paix, mais il est prêt à reprendre les négociations de paix sans conditions préalables avec la possibilité de parvenir à des solutions partielles comme « un Etat palestinien aux frontières provisoires », chose que nous refusons catégoriquement et que refuse également l'Autorité palestinienne. Le prétexte présenté par Netanyahu est qu'il ne peut pas aller de l'avant à cause de la présence de plusieurs partis d'extrême droite à la Knesset, où ils y occupent de nombreux sièges. — Pensez-vous que la cause palestinienne sera résolue durant le mandat d'Obama, ou bien que deux poids, deux mesures persistera encore pour longtemps ?

— Je pense qu'il y a de nombreux indices positifs depuis la venue d'Obama, avec par exemple la nomination de George Mitchell comme représentant personnel du président américain au Proche-Orient. Il y a également la déclaration américaine sur la solution des deux Etats et le gel total de toute activité de colonisation. Chose qui a été favorablement accueillie par les Etats arabes. Mais nous exprimons une certaine réserve concernant le recul américain vis-à-vis de la nécessité de geler toute activité de colonisation avant toute reprise des négociations de paix. La secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, a pourtant annoncé que la position américaine concernant la colonisation israélienne n'a pas changé.

— Pensez-vous qu'il existe aujourd'hui une quelconque chance de parvenir à une réconciliation entre le Fatah et le Hamas ?

— Le Hamas a remporté les élections législatives et considère qu'il est en droit de diriger le peuple palestinien en raison de la majorité qu'il détient au Conseil législatif. Quant au Fatah, il estime que Mahmoud Abbass est le président de l'Autorité palestinienne et qu'il a également remporté les élections présidentielles avec une large majorité. Il est en même temps le président de l'OLP, le représentant unique et légitime du peuple palestinien à l'intérieur et à l'extérieur. C'est ainsi que le corps palestinien est aujourd'hui à deux têtes idéologiquement différentes. Or, nous disons aux Palestiniens que s'ils veulent instaurer un Etat palestinien indépendant et souverain, ils doivent réaliser deux objectifs. Premièrement, réaliser l'union des rangs palestiniens, arrêter les tueries entre les factions et accepter le document égyptien. Et deuxièmement, la décision palestinienne doit être entièrement indépendante au profit des Palestiniens et non de n'importe quelle autre partie régionale.

— Le président palestinien a récemment annoncé qu'il ne sera pas candidat à sa propre réélection aux prochaines présidentielles prévues en janvier prochain. Est-ce une simple manœuvre ou une véritable décision ?

— Selon mon estimation personnelle, Abou-Mazen s'est trouvé obligé de prendre cette décision puisque toutes les voies étaient fermées devant lui, autant au niveau intérieur qu'extérieur. Au niveau intérieur, aucune évolution positive n'a été réalisée en ce qui concerne la réconciliation entre le Hamas et le Fatah. Et au niveau extérieur, les négociations de paix n'ont pu être relancées. De plus, les Etats-Unis répètent à l'envie que Abbass est leur choix, mais au niveau pratique, ils ne lui offrent aucun soutien réel. Au contraire, Washington fait pression sur lui pour qu'il accepte de négocier sans l'arrêt des activités de colonisation dans les territoires occupés.

— Pensez-vous que les élections générales palestiniennes vont se tenir à la date prévue du 24 janvier ?

— La Commission électorale palestinienne a réclamé qu'elles soient reportées parce qu'il n'y a pas suffisamment de temps pour les préparer.

Le président Mahmoud Abbass devrait fixer une date ultérieure. Dans le cas où le Hamas déciderait de signer le document d'entente nationale élaboré par l'Egypte, les élections seront tenues le 28 juin 2010, selon ce document.

— Une nouvelle zone de conflit s'est déclenchée dans le monde arabe, avec la rébellion des Houthis au nord du Yémen. Pensez-vous que des éléments extérieurs contribuent à accentuer cette crise ?

— Je pense qu'il y a effectivement des éléments qui contribuent à la rébellion menée par les Houthis au nord du Yémen, que ce soit par l'octroi d'armes ou d'aides financières. L'objectif est d'élargir les opérations militaires menées par les Houthis pour qu'elles dépassent la région de Saada. La preuve en est qu'ils ont traversé les frontières pour s'infiltrer sur le territoire saoudien. Il est donc impératif de sauvegarder l'union du territoire du Yémen, ainsi que le droit de l'Arabie saoudite de défendre son sol et sa souveraineté sur ses frontières. De là vient l'importance de développer la région nord du Yémen en y garantissant les services et l'infrastructure, car le manque de développement dans la région donne des prétextes à la rébellion des Houthis.

— L'Egypte pourrait-elle jouer le rôle de médiateur dans ce conflit ?

— L'Egypte peut effectivement assumer un rôle de médiation, à condition que les deux parties en conflit aient une volonté politique réelle de parvenir à un accord de cessez-le-feu et d'entamer un processus de développement dans cette région. Une action rapide au Yémen se révèle extrêmement nécessaire pour éviter que ce pays ne se transforme en un autre Afghanistan. Le Yémen a une grande importance en tant qu'Etat arabe qui contrôle le détroit de Bab Al-Mandeb, qui domine l'entrée de la mer Rouge, dont la sécurité influence toute la sécurité nationale arabe.

Propos recueillis par [Magda Barsoum](#)

du 25 novembre au 1er décembre 2009, numéro 794

<http://hebdo.ahram.org.eg/arab/ahram/2009/11/25/invi0.htm>

[3-6 Allain Jules : Mahmoud Abbas: l'échec.](#)

Il n'y a pas de doute possible. Le peuple palestinien est sacrifié par la communauté internationale qui ferme les yeux sur une injustice abyssale.

Comment comprendre qu'on exige aujourd'hui aux Palestiniens de retrouver la table de négociations sans condition, alors que le camp d'en face, israélien, lui, refuse de geler la colonisation, crachant une fois de plus sur le vrai préalable à la reprise du processus de paix ? Mahmoud Abbas semble être pris subitement d'une crise de conscience, après avoir été le vrai fossoyeur de son peuple, foulant au pied ses intérêts, pour les siens propres.

Abou Mazen a annoncé le 5 novembre dernier qu'il ne se représentera plus à sa propre succession. Les réactions en chaîne qui ont suivi sa décision sont à la mesure de son échec cuisant à la tête de cette autorité palestinienne moribonde. Dindon de la farce de la paix, victime de l'intransigeance israélienne et du poker menteur américain, ladite autorité n'est victime que de sa naïveté ou simplement de son égoïsme.

La Palestine sera-t-elle placée sous mandat onusien ?

Laissera-t-on finalement Israël réaliser son rêve, celui de coloniser toute la Cisjordanie et Jérusalem-Est ?

Selon de nombreux observateurs, on y prend le chemin, puisque les américains, seuls habilités à pouvoir faire plier Israël, par la parole de la secrétaire d'État Hillary Clinton qui a déclaré comme historique et jugeant "sans précédent" la proposition israélienne de gel de la colonisation limitée dans le temps.

Une escroquerie de 6 mois pourtant.

Après la rencontre sournoise entre le président américain Barack Obama et le premier-ministre israélien Benyamin Netanyahou en début de semaine à Washington, c'est le secrétaire général de la Maison Blanche Rahm Emanuel qui a déclaré : « Je suis persuadé que Netanyahou comprend les enjeux stratégiques des progrès de la paix. Nous agissons comme des amis qui ont contracté une alliance. Le président et ce Congrès comprennent les dangers qu'Israël est prêt à encourir et nous serons à ses côtés à chaque étape » C'est dit. Rien de nouveau sous le soleil, et même dialectique de l'administration Bush. Et pourtant, Netanyahou est bien le problème dans ce processus de paix. Le voir comme stratège de paix, c'est prendre des vessies pour des lanternes.

Après la commémoration du cinquième anniversaire de la mort de Yasser Arafat, en France, à l'hôpital d'instruction des armées Percy, à Clamart dans les Hauts-de-Seine (9-2), le 11 novembre 2004, voici que l'autorité palestinienne par manque d'hommes charismatiques, risque de se saborder.

La question est donc de savoir quelle alternative suivre. Selon certains sondages, le seul à pouvoir représenter les Palestiniens n'est autre que Marouane Barghouti, responsable du Fatah qui, ironie du sort, est emprisonné à vie en Israël. *In fine*, seul reste en lice, le responsable du Hamas à Gaza, Ismaël Haniyéh. Ne va-t-on pas nous refaire le coup du Hamas, vainqueur d'une élection démocratique et empêché de gouverner ?

La thrombopénie de Yasser Arafat a tué la Palestine et lui-même. Elle a permis de voir une succession de mensonges émailler des négociations de paix à géométrie variable. Tout pour Israël, rien pour la Palestine. En ce moment, certains se focalisent sur la colonisation. Or, il y a pire. Depuis la fin de la guerre de Gaza, malgré le rapport sans appel du juge sud-africain Goldstone mettant en cause Tsahal et le Hamas bien sûr, Israël continue son embargo abscons sur ce territoire, en toute impunité. Entièrement détruit, Gaza n'a même pas le droit de recevoir des matériaux de construction. Ainsi, les populations s'organisent et, actuellement, la terre cuite à le vent en poupe pour la fabrication des briques.

Si Mahmoud Abbas met à exécution ses menaces, probablement, ce serait plutôt une bonne chose pour la Palestine mais une mauvaise pour Israël.

D'ailleurs, les autorités israéliennes l'ont compris et supplient le président de l'autorité palestinienne de rester en revenant sur sa décision. Un vrai baiser de Judas s'il en est, d'autant plus qu'il n'a jamais obtenu gain de cause en 5 ans de pouvoir.

Alors, pourquoi continuer ? Mais, compte tenu de la faiblesse politique de certains cadres du fatah, de Salam Fayyad à Ahmed Qoreï, incapables de réellement succéder à Mahmoud Abbas, Israël, réel père fondateur du Hamas comme le révèle le dernier opuscule de Charles Enderlin, "Le grand aveuglement" ne va-t-il pas être contraint de libérer Marouane Barghouti considéré comme le Nelson Mandela palestinien ?

Allain Jules

Publié le 13 novembre 2009 avec l'aimable autorisation d'Allain Jules

Source : Allain Jules

<http://allainjules.wordpress.com/...>

http://www.palestine-solidarite.org:80/analyses.Allain_Jules.121109.htm

3-7 Jean-Paul Chagnollaud et Bernard Ravenel : Les élections palestiniennes, piège ou étape fondatrice ?

nb - Ndlr :La publication de l'article ne signifie nullement que le point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Fin octobre, le président Mahmoud Abbas avait fixé la date des prochaines élections (présidentielle et législatives) au 24 janvier 2010.

Par cette décision, il voulait respecter la Constitution puisque son mandat déjà prorogé d'un an s'achève à ce moment-là comme celui du Conseil législatif élu pour quatre ans en janvier 2006.

Personne ne pouvait lui faire grief de s'inscrire ainsi dans une sorte de formalisme constitutionnel précieux en toutes circonstances et plus encore, peut-être, dans une phase de construction des institutions politiques. Et pourtant cette posture juridiquement inattaquable risquait de s'avérer politiquement désastreuse...

Comment en effet prétendre organiser des élections pour dégager une majorité représentative du peuple palestinien des territoires occupés (Cisjordanie et Jérusalem-Est) ou sous blocus (Gaza) sans qu'au préalable il n'y ait eu l'aboutissement d'une discussion entre les deux principales forces politiques de la société palestinienne : le Fatah et le Hamas ?

Ces négociations, en cours depuis des semaines au Caire, ont permis de parvenir à un accord stipulant notamment la tenue de ces élections en juin 2010 ; le Fatah a signé mais pas le Hamas a demandé un nouveau délai...

Des élections en janvier n'auraient pas seulement aggraver encore les relations entre les deux partis, elles auraient consacré la coupure territoriale et politique qui s'est instaurée de facto depuis le coup de force du Hamas à Gaza en juin 2007, et donc accentué la séparation entre les deux segments du peuple palestinien vivant dans les territoires.

Cela risquait à terme de rendre infiniment problématique toute nouvelle tentative de reconstruction de l'unité nationale sans laquelle rien n'est possible.

A ce risque d'impasse politique, il faut ajouter un élément essentiel : le vote des Palestiniens de Jérusalem-Est que l'actuel gouvernement israélien fera tout pour empêcher s'il n'y a pas de très fortes pressions internationales. Conscient de ces dangers, le président Abbas est finalement revenu sur sa décision en reportant sine die ce scrutin tout en annonçant, quelques jours plus tard, qu'il ne serait pas candidat à sa propre succession. Le piège a donc été évité mais pour combien de temps si le Hamas et le Fatah ne sont pas en mesure de fixer ensemble les règles du jeu ?

Les Palestiniens, même sans Mahmoud Abbas, auraient pourtant tout à gagner de ces élections en les concevant ensemble autrement. En conservant la date évoquée dans le projet d'accord interpalestinien, ils se donneraient le temps de parvenir à un minimum d'unité nationale et de se présenter sur la scène internationale avec des atouts majeurs. Ils pourraient alors à bon droit exiger de la communauté internationale qu'elle soit conséquente avec elle-même.

Ce qui implique :

- 1) qu'elle impose à Israël, puissance occupante au sens du droit international, le respect des conditions indispensables à l'organisation d'élections démocratiques sur l'ensemble du territoire palestinien où toutes les forces politiques pourraient se présenter ;
- 2) qu'elle s'engage évidemment à respecter le verdict des urnes quel qu'il soit et ne refasse pas l'erreur stratégique majeure commise en 2006 par les Etats-Unis et l'Union européenne qui ont voulu des élections mais pas leurs résultats ;
- 3) qu'elle fournisse des garanties concrètes avec notamment l'envoi d'observateurs sur le terrain pour vérifier le bon déroulement des élections.

Le respect de ces principes constituerait les premiers éléments concrets d'une modification en profondeur de la situation d'occupation et de colonisation et permettrait de reprendre une véritable négociation politique débouchant sur un Etat palestinien territorialement viable.

Cela impliquerait l'engagement d'Israël :

- 1) à ne rien faire pour perturber ces scrutins et ne pas emprisonner les élus comme cela a été fait pour nombre d'entre eux après les élections de janvier 2006 ;
- 2) à lever des barrages pour permettre une véritable liberté de circulation de la population ;
- 3) à libérer un certain nombre de prisonniers politiques palestiniens, à commencer par ceux qui seraient candidats ;
- 4) à permettre des contacts entre la Cisjordanie et Gaza, ce qui suppose la levée du blocus de Gaza ;
- 5) à laisser voter les Palestiniens de Jérusalem-Est ;

Ces bases pourraient créer les conditions préalables à un règlement politique durable en partant du principe que ces élections seraient la première phase d'une construction institutionnelle, dont la suivante devrait être le débat sur les frontières à partir des résolutions des Nations unies et du droit international. En décidant des frontières définitives, on tracerait ainsi l'essentiel, c'est-à-dire les contours de l'Etat. Dans une telle perspective, ces élections constitueraient alors une étape fondatrice sur le chemin de l'indépendance politique de la Palestine à côté de l'Etat d'Israël.

A partir de là, seule une conférence internationale, sous l'égide des Nations unies, convoquée aussitôt après ces élections et imposée comme le fut celle de Madrid en 1991, pourrait aboutir à un règlement de ce conflit garantissant le droit et les droits des deux peuples.

Nous sommes parfaitement conscients des obstacles considérables qui se dresseront pour avancer dans cette direction mais c'est pourtant une des seules qui permettraient de progresser vers une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens.

30.11

Jean-Paul Chagnollaud

Bernard Ravenel

Jean-Paul Chagnollaud est professeur des universités et directeur de la revue *Confluences Méditerranée*,

Bernard Ravenel est historien et président de la plateforme des ONG françaises pour la Palestine.

http://www.lemonde.fr/opinions/article/2009/11/30/les-elections-palestiniennes-piege-ou-etape-fondatrice-par-jean-paul-chagnollaud-et-bernard-ravenel_1273915_3232.html#ens_id=1228030

3-8 Surenchère de collaboration internationale avec les sionistes !!!

Nous, nous étions convaincus dur comme fer qu'il ne pouvait y avoir plus grande amitié envers l'entité sioniste et envers ses dirigeants que celle manifestée par Nicolas Sarkozy et les dirigeants français !!! Penser autre chose était en effet du domaine de l'inconcevable (allégeance totale de Sarkozy envers les sionistes lors d'un discours prononcé à la Knesset le 23 juin 2008, réception de la criminelle de guerre Tzipi Livni par Nicolas Sarkozy le 4 janvier 2009 en plein massacres de Gaza pour mieux donner sa bénédiction aux génocidaires, participation le 27 janvier 2009 à la grande réception d'après holocauste à Jérusalem où tout le monde à fait « tchin tchin » pour féliciter les bourreaux, réception à plusieurs reprises ces derniers mois dans notre pays de Netanyahu, Lieberman, Moshe Yaalon...)

22 Novembre

Force est de constater aujourd'hui que nous avons tout faux et qu'il y a outre Rhin, une relation plus passionnelle encore, plus démonstrative aussi, puisque selon les médias israéliens, Angela Merkel et les principaux membres du gouvernement sioniste vont se réunir à Berlin le 30 novembre prochain pour un conseil des ministres exceptionnel qui devrait avoir lieu au sein même du Reichstag et cela pour marquer le 20e anniversaire de la chute du mur de Berlin! Cette initiative répond à une réunion commune des cabinets allemand et israélien lors de la visite de la chancelière Angela Merkel en Israël en mars 2008 (les massacres de Gaza n'ont donc pas eu comme conséquence l'annulation de ce rendez-vous) a fait savoir un haut responsable gouvernemental sous couvert de l'anonymat. Devraient être présents au dit conseil, le Premier ministre Benyamin Netanyahu, le ministre de la Défense Ehud Barak, son collègue des Finances Youval Steinitz ainsi que le chef de la diplomatie Avigdor Lieberman.

Le constat qui s'impose est donc le suivant; la surenchère qui existe dans le monde aujourd'hui vis à vis des criminels de guerre sionistes ne consistent pas et, cela à des milliards d'années lumière, dans des actions gouvernementales internationales qui nous laisseraient voir quels sont les dirigeants les plus empressés et les plus consciencieux à dénoncer et à stopper les sionistes dans leur entreprise de colonisation, d'annexion des terres, de démolitions des maisons, de nettoyage ethnique, d'arrestations, d'assassinats, de génocides... Non, la surenchère à laquelle nous assistons en direct depuis des mois et, particulièrement après le génocide de Gaza, est celle qui vise à nous montrer au quotidien quels sont ceux des dirigeants dans le monde qui collaborent le plus activement et le plus efficacement possible avec eux!!!

Face à cette complicité diabolique, (il ne manque désormais plus en Europe que la construction d'une Knesset bis à Bruxelles...), nous n'avons qu'une seule chose à dire : si la société civile de part le monde ne se réveille pas vite, très vite et ne se lève pas pour dire STOP à cette collaboration odieuse, scandaleuse, infâme (prenez tous les synonymes du dictionnaire et ils ne seront toujours pas suffisants pour décrire l'amère réalité !) de leurs gouvernements avec les criminels de guerre sionistes, il va y avoir une catastrophe irréversible en Palestine et chacun d'entre nous sera en sera complice et ô combien ! Il ne peut en effet en aller autrement vu ce à quoi nous sommes en train d'assister sur le plan politique et diplomatique!

A chacun de prendre ses responsabilités et de savoir s'il veut avoir le sang à venir des Palestiniens sur la conscience!!!

[Le collectif Cheikh Yassine](#)

Commentaires

4.Posté par NAULLAY le 22/11/2009 21:36

Le siège du Futur Gouvernement Mondial sera à Jérusalem. Le siège de la future Religion Mondiale est prévu au Mont Carmel, il y a un obélisque placé là haut avec l'accord du gouvernement Sioniste, par le secte New Age Baha'i.

Comment s'étonner alors que les dirigeants inféodés au NWO soient si proches de l'entité Sioniste ? La prophétie concernant le règne de l'antichrist, à Jérusalem, est en phase de réalisation. Les francs-maçons, Bilderberger et autres élites Globalistes sont les serviteurs de Lucifer et de son faux messie, l'antichrist.

Depuis que le Président de l'Europe, Van Rompuy, a été adoubé par le Club Bilderberg, plus rien ne semble s'opposer au triomphe du NWO...sauf si nos consciences finissent par s'ouvrir et que le Peuple découvre la vérité...qu'il est manipulé depuis des siècles par cette Elite sataniste. Dont la famille Rothschild est le cerveau;

elle qui a fomenté la création de l'entité Sioniste et qui a obtenu que son logo, l'étoile de David, codant le '666' soit sur le drapeau de l'état Sioniste.

http://www.alterinfo.net/Surenchere-de-collaboration-internationale-avec-les-sionistes-!!!_a39577.html

3-9 Heba Zaghloul : Pas de répit sur les colonies.

La visite du président Pérès, dimanche dernier au Caire, a mis en avant la colonisation à Jérusalem comme principal point de discorde entre Arabes et Israéliens.

Une colonisation qu'Israël a décidé d'intensifier en toute impunité.

Pas de répit sur les colonies

C'est à coup de pelleteuses et de bulldozers qu'Israël compte poursuivre sa politique de judaïsation de Jérusalem. La semaine dernière, deux maisons palestiniennes à Silwan, village palestinien à Jérusalem-Est, ont été détruites par les forces israéliennes, sous prétexte que les maisons en question n'ont pas de permis de construire. Plus encore, le gouvernement de Benjamin Netanyahu a donné son autorisation pour construire 900 nouveaux logements à Gilo, colonie israélienne également située dans la partie orientale de la Ville sainte. Des mesures qui ont provoqué une vague de protestations au sein de la communauté internationale entre indignation dans le monde arabe et consternation européenne. Quant au président américain, Barack Obama, il a qualifié ces nouvelles mesures de « dangereuses ». Des auxquelles Israël, au bout de plus de trente ans de politique de colonisation dans les territoires occupés, a fini par s'y habituer et, tant qu'il n'y a aucune mesure concrète prise à son encontre communauté internationale, ces condamnations n'ont pas eu et ne risquent pas d'avoir une influence quelconque sur sa politique.

D'ailleurs, Israël semble avoir perçu le revirement de la position américaine comme un feu vert à sa politique de fait accompli. Au début de ce mois, les Etats-Unis, qui au départ avaient demandé l'arrêt total de la colonisation comme condition préalable à la reprise des pourparlers, ont surpris le côté arabe en demandant aux Palestiniens de renoncer à cette revendication et de reprendre les négociations sans condition.

Rien de nouveau

En parallèle à cette politique de fait accompli, le président israélien Shimon Pérès aurait présenté, selon la presse israélienne, et ce non officiellement, une nouvelle proposition pour relancer le processus de paix : la création d'un Etat palestinien avec des frontières provisoires en attendant un accord final.

Or, cette proposition israélienne n'a rien de nouveau. Elle a été auparavant présentée aux Palestiniens et refusé par ces derniers. Car les Palestiniens ne doutent pas que des frontières provisoires se feront sur la base du mur de la séparation que les Israéliens ont construit autour et à l'intérieur des terres palestiniennes et qui valideront non seulement l'annexion israélienne de Jérusalem, mais également le grignotage d'une grande partie du territoire palestinien. Le résultat est sans équivoque : un Etat palestinien sans continuité territoriale, dépourvu de sa capitale et non viable. En faisant circuler de telles propositions, Israël, qui sait pertinemment qu'elles vont être rejetées par le côté arabe, tente de faire bonne figure en paraissant devant la communauté internationale comme un Etat qui tend la main aux Palestiniens pour relancer la paix ...

Plus encore, Israël cherche à montrer que la colonisation à Jérusalem est indépendante du processus de paix et qu'elle pourrait être poursuivie en parallèle aux pourparlers. Insistant donc sur la position israélienne selon laquelle Jérusalem ne figure pas dans d'éventuelles négociations.

Et c'est cette position qui fut le principal point de divergence entre le président égyptien Hosni Moubarak et son homologue israélien lors de la visite de ce dernier au Caire dimanche dernier. Shimon Pérès avait alors qualifié la colonisation de question « marginale » tout en soutenant la création d'un Etat pour les deux peuples palestiniens et Israéliens. Une position qui paraît contradictoire. Car les enclaves territoriales créées par la colonisation israélienne dans les

territoires occupés ne peuvent pas permettre la constitution d'un Etat palestinien. Sans compter le grand Jérusalem créé par Israël qui divise la Cisjordanie en deux parties. D'autant plus que près de 200 000 colons juifs vivent dans la partie orientale de la Ville sainte, soit un tiers des colons dans les territoires occupés.

Et c'est précisément ce qui a poussé le président égyptien à demander à son homologue israélien de « prendre des décisions courageuses au service de la paix », insistant que la question de Jérusalem doit figurer sur la table des négociations et qu'il s'agit « non seulement d'un problème palestinien, mais d'une question qui concerne les musulmans à travers le monde ». Des demandes qui risquent de rester lettre morte.

Et pour rendre la situation plus compliquée, l'armée israélienne a entrepris des raids contre Gaza dans la nuit de samedi à dimanche derniers, faisant sept morts. Selon Israël, il s'agirait d'une riposte à des tirs d'obus lancés à partir de Gaza contre le sud d'Israël.

Que ce soit sur le terrain ou sur le plan diplomatique, la paix paraît plus que jamais improbable.

Heba Zaghloul

<http://hebdo.ahram.org.eg/arab/ahram/2009/11/25/marab1.htm> 25 novembre au 1er décembre 2009, numéro 794

3-10 Najet Belhatem : Ce mur qui broie en silence.

790 km de long et 8 mètres de haut, voilà la description physique du mur de séparation érigé par Israël. L'autre description, morale celle-là, c'est une Cisjordanie morcelée, des familles séparées, des agriculteurs qui n'ont plus accès à leurs terres. Bref, une population qui agonise lentement. Une vraie stratégie d'anéantissement.

Il y a les murs en béton, comme le mur de Berlin dont on vient de fêter le 20e anniversaire de la chute, il y a les murs plus sournois de l'incompréhension et du refus de l'autre, il y a ceux invisibles mis sur la route tragique des migrants vers le nord et les murs du silence. Mais aucun ne ressemble au mur d'Israël.

Au-delà des appellations : mur de séparation, de ségrégation et de la honte, il est l'incarnation lourde et flagrante d'une politique d'anéantissement de l'autre qui remonte à loin et dont le tracé empêche de facto la création de l'Etat Palestinien dont la proclamation a été annoncée il y a 21 ans le 15 novembre 1988 à Alger. « *Le consensus actuel en Israël est en faveur d'un Etat comprenant environ 90 % de la Palestine, pourvu que ce territoire soit entouré de barrières électrifiées et de murs, visibles et invisibles* », écrit Ilan Pappé, l'un des nouveaux historiens israéliens, « dissident ». Il est connu pour sa critique des politiques sionistes d'Israël et dans son livre édifiant *Le nettoyage ethnique de la Palestine*. Il met en avant la politique d'épuration ethnique engagée par Israël depuis 1948. Dans ce livre, il écrit que c'est dans la Maison Rouge à Tel-Aviv, siège d'abord l'Union locale du syndicat ouvrier et ensuite quartier général de la Haganah, que « *par un froid mercredi après-midi celui du 10 mars 1948, onze hommes, vieux dirigeants sionistes et jeunes officiers juifs, ont mis la dernière main à un plan de nettoyage ethnique de la Palestine* ». C'était « le plan D », Daleth en hébreu. Tel fut le lancement de la machine avec déjà une énumération détaillée des moyens à même de faire évacuer les Palestiniens : intimidations massives, siège et pilonnage, incendie des maisons, des biens et démolitions... La machine n'a jamais cessé de fonctionner et de s'adapter depuis, pour aboutir à la décision israélienne unilatérale sous Sharon, en 2002, d'ériger le mur. Une entreprise soutenue même par les pacifistes sous couvert de se prémunir contre les attentats. Plus qu'une barrière de défense, c'est d'abord et surtout un mur de l'apartheid visant à nettoyer encore une fois le terrain des Palestiniens. Le mur sépare et élimine par différents moyens toute une population. Voilà pourquoi il est différent de tous les autres murs.

Desseins inavoués mais connus

Sur son tracé, il avale toutes les ressources en eau, englobe des terres et des colonies et coupe Jérusalem-Est de la Cisjordanie. Voilà les desseins inavoués du mur, comme le constatent les différentes organisations sur place et même un rapport datant du 15 décembre 2008, tenu confidentiel, et rédigé par les consuls généraux des pays de l'Union européenne sur place. Ce rapport pointe du doigt le gouvernement israélien, l'accusant d'utiliser le développement de la colonisation, la construction du mur de séparation, l'instauration d'un régime de permis de résidence et de déplacement des Palestiniens, pour poursuivre activement et illégalement l'annexion de Jérusalem. « *La poursuite de la construction du mur contribue à saper les bases de futures négociations, 86 % du trajet de la barrière, y compris à Jérusalem-Est étant à l'intérieur de la ligne verte de 1949* ». Ce rapport qui, lui, a été englouti par le mur du silence a d'ailleurs fait l'objet d'un livre intitulé *Le Rapport occulté*, présentation de René Backmann (Salvator, Paris, 2009).

Il s'agit d'abord de 300 000 Palestiniens qui vivent aujourd'hui entre la ligne verte (ligne d'amnistie de 1949) et le mur coupé de la Cisjordanie et des moyens de subsistance. 42 villages palestiniens sont enfermés complètement. En contrepartie, le mur intégrera de l'autre côté plus de 414 000 colons israéliens, c'est-à-dire jusqu'à 90 % de la population totale des colons dans le Territoire palestinien occupé.

Au-delà de ses 790 km de long prévus et de ses 8 mètres de haut, il est en train de broyer les Palestiniens dans leur essence même. Il coupe la Cisjordanie en îlots séparés. Jérusalem-Est sera isolée du reste de la Cisjordanie. Les autres villes et villages de la Cisjordanie vivront au compte-goutte des permis et des check-points et des moyens élémentaires de vie.

Mainmise sur l'eau et les terres

Le tracé du mur illustre une intention flagrante de mainmise sur les ressources en eau et de spoliation, encore une fois, des terres palestiniennes.

Il rase 250 ha des terrains palestiniens abritant 70 % des oliviers de la zone et les deux sources principales de la population, l'agriculture et l'élevage, sont en passe d'être anéanties. En fait, le drame est déjà enclenché. Les agriculteurs palestiniens doivent désormais obtenir des permis pour accéder à leur terres d'exploitation. Amnesty international rapporte le cas d'un des villages. A Jayyous, à la frontière de la Cisjordanie entre Israël et le mur, les familles sont séparées et les agriculteurs n'ont plus accès à leurs terrains agricoles sauf en obtenant un permis israélien. « *Dans ce village, 30 permis ont été annulés fin juin 2007 sans justification* », relève l'organisation.

Oxfam-Solidarité, une autre organisation d'aide internationale, incrimine ces permis délivrés au compte-goutte : « *Certains Palestiniens découvrent par exemple qu'ils sont repris sur une liste noire établie par les Israéliens et n'ont donc aucun espoir d'obtenir un permis. Ceux qui n'y figurent pas peuvent réclamer l'accès à leurs terres, mais doivent pour cela présenter des papiers d'identité, disposer de documents qui prouvent qu'ils sont propriétaires des terres ou qu'ils en ont hérité, remplir divers formulaires et avoir des photos des parcelles...* ». Il faut ensuite que la porte agricole la plus proche soit ouverte, ce qui n'est pas toujours le cas. L'organisation rapporte les propos de Sharif Omar, agriculteur de 66 ans : « *Il y a deux ans, je suis resté sept mois sans pouvoir me rendre sur mes terres* ». Et d'ajouter : « *En nous empêchant d'accéder à nos terres, les Israéliens ont beau jeu ensuite de déclarer que nous ne nous en occupons pas* ».

En effet, l'organisation révèle que les autorités israéliennes, une fois les agriculteurs séparés de leurs terres, font appel à des lois datant des Ottomans et des Britanniques, ainsi qu'à celle « des propriétaires absents » pour tenter de mettre un cadre légal à ces confiscations. Il y a aussi un autre moyen de dépossession : les noms de familles. Israël a imposé aux Palestiniens d'ajouter un nom de famille au prénom suivi de celui du père et du grand-père utilisés d'habitude. « *Les terres de ma famille sont enregistrées sous le nom de mon père Mohamad Omar Mohamad. Mon nom est Sharif Mohamad Omar Mohamad, ce qui devient pour les Israéliens Sharif Mohamad Omar Mohamad Khalid. Mon fils aîné Azzam s'appelle donc Azzam Sharif Mohamad Khalid et mon*

petit-fils Sharif Azzam Sharif Khalid. A priori, il n'y a plus aucun lien apparent entre leur nom et celui de mon père. Dans quelques années, les Israéliens pourront donc affirmer que mon petit-fils n'a aucun lien avec la terre familiale », prévoit l'agriculteur.

Comme les agriculteurs, les étudiants ne peuvent pas se rendre à leur écoles et les malades ont du mal à avoir accès aux soins. Sur son tracé, le mur a englouti les ressources en eaux. Ainsi à Qalqilya (nord de la Cisjordanie), complètement encerclée par le mur dont les 50 mille habitants sont isolés, 40 % des terres et le tiers des puits sont de l'autre côté du mur. Et justement sur cette question de l'eau dans un rapport daté du 27 octobre 2009, Amnesty international accuse Israël de priver les Palestiniens des ressources aquifères en Cisjordanie. Rapport très mal accueilli par Israël. L'organisation révèle à quel point les politiques et pratiques discriminatoires d'Israël en matière d'eau bafouent les droits des Palestiniens. 80 % de l'eau de Cisjordanie va à Israël (300 litres par pers) et 20 % aux Palestiniens (70 litres par pers). « *Par ailleurs, ajoute le rapport, les limitations sur les déplacements des personnes et des biens dans les territoires occupés accentuent les difficultés pour mettre en place des projets d'eau dans les villages* ». L'armée israélienne détruit même les cuves de récupération d'eau des pluies que les villageois installent et confisque les camions citernes. « *Quelque 450 000 colons utilisent autant d'eau que toute la population palestinienne* », commente le rapport. Pour dire que le mur d'Israël cristallise la ségrégation dans toutes ses formes.

Nouvelle arme, vieille stratégie

Et pourtant, rien n'a pu arrêter son avancée qui se fait aux prix de discriminations multiples et de violations incessantes au droit international sous les yeux du monde, afin de rendre la vie des Palestiniens impossible et les pousser ainsi à partir vers d'autres cieux plus cléments. Même l'avis de la Cour Internationale de Justice (CIJ), émis le 9 juillet 2004, qui qualifie l'édification du mur comme contraire au droit international et met Israël dans l'obligation de réparer tous les dommages. En attendant sur le terrain, les Palestiniens continuent à s'opposer à ce symbole d'apartheid.

Le 7 novembre, des Palestiniens ont abattu un pan du mur et l'opération a été menée par des Palestiniens aidés par des activistes. Et tous les vendredis, des villages organisent des marches de protestation vers le mur. Ce fut le cas ce vendredi 13 novembre dans le village de Biliin dans la région de Ramallah, où le mur isole 60 % des habitants de leurs terres agricoles. Et puis, il y a Biliin où les manifestants ont scandé « *De Berlin à Bil'in* ». Pour crier au monde que tous les murs à travers l'histoire ont fini par tomber. Mais faudrait-il avant que le mur du silence tombe, que des rapports, comme celui des consuls généraux de l'Union européenne, soient immédiatement publiés et mis au grand jour et que des rapports comme celui de Goldstone ne soient pas broyés par des arsenaux de procédures politico-juridiques qui empêchent une condamnation internationale.

Car en attendant, la machine israélienne ne cesse d'avancer, resserrant chaque jour l'étau autour de toute une population. L'épuration, reconnaît l'historien Pappé dans un entretien publié le 23 mars 2007 par le quotidien italien *Il manifesto*, « *se réalise de diverses manières. Il y a soixante ans, on recourait aux armes pour obliger les gens à fuir. Maintenant, à cause du contrôle des médias et des institutions internationales, on utilise d'autres méthodes. Rendre la vie impossible, restreindre les possibilités économiques et réduire la capacité de développement : ces nouvelles stratégies fonctionnent d'autant mieux qu'elles se conjuguent avec le refus d'une véritable négociation avec les Palestiniens* ».

Dans ces nouvelles stratégies, le mur de l'anéantissement s'inscrit désormais comme l'arme idéale qui fait proprement « une sale besogne ».

Najet Belhatem

jeudi 19 novembre 2009 - 07h:20

Al-Ahram/hebdo - numéro 793 (Dossier)

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=7660

3-11 Sever Plocker : Israël est devenu une épine dans le flanc du monde.

[Cet article a été recommandé pour information par Omar Barghouti de la campagne BDS : « L'auteur, un journaliste israélien connu et influent, semble prédire avec exactitude ce qu'est l'avenir d'Israël en raison de la croissance impressionnante du mouvement mondial BDS, en particulier depuis le massacre de Gaza. »

J'ai été invité à donner une conférence sur l'économie et la société israéliennes à l'université d'Oxford. Comme il s'agissait d'une courte conférence et d'un forum respectable, j'ai accepté l'offre avec plaisir. L'invitation a été lancée il y a environ six mois. Pourtant, maintenant que mon voyage approche, je suis préoccupé. J'hésite.

Mes amis me mettent en garde : n'y va pas ! Des gens hostiles vont créer des perturbations, protester, crier et intervenir. L'atmosphère dans les universités britanniques est anti-israélienne dans une mesure jamais vue dans le passé. Israël est perçu comme une épine dans le flanc du monde civilisé.

Un professeur israélien qui a discrètement quitté une prestigieuse université britannique m'a dit : « Ma vie universitaire et sociale devenait insupportable. Les collègues me tenait à l'écart comme si j'étais un lépreux. Je n'étais pas invité aux réunions, qui se faisaient en-dehors de bâtiments universitaires dans des résidences privées pour me tenir à l'écart. Le fait que j'ai ouvertement exprimé des opinions de gauche a été inutile. Mon opposition à l'occupation et l'approbation d'un retour aux frontières de 1967 ne faisaient aucune différence. Dans la pratique, je me suis senti exclu. »

« Aujourd'hui, vous n'êtes le bienvenu dans le monde universitaire britannique et européen que si vous rejetez l'existence même de la créature colonialiste et impérialiste qui pratique méthodiquement des crimes de guerre et

connue sous le nom d'Israël, » dit-il. « Aujourd'hui, il ne suffit pas de condamner Bibi et Barak, afin d'être accepté par les universités à l'extérieur d'Israël, il faut condamner la Déclaration Balfour ».

Le radicalisme universitaire britannique met en lumière la détérioration rapide du statut d'Israël et de son image. Nous sommes en pleine chute libre sur le front des affaires extérieures. La paix froide avec trois États musulmans - l'Égypte, la Jordanie et la Turquie - s'est transformée en une guerre froide. Les Israéliens sont des visiteurs indésirables dans ces pays et de nombreux autres États où, dans le passé nous étions chaleureusement accueillis.

Dans le même temps, Israël a échoué dans ses efforts pour isoler l'Iran d'Ahmadinejad et le disqualifier en tant que membre de la famille des nations. Ahmadinejad traverse une grande période.

Bibi ne voit pas le changement

Le dialogue intime qui dans le passé caractérisait les relations entre le président américain et le premier ministre d'Israël n'existe plus. Le pipeline du dialogue est bouché. L'Inde et la Chine, les deux puissances émergentes, ont voté en faveur de l'adoption du rapport Goldstone à la commission des droits de l'homme des Nations Unies.

Depuis, [ce rapport] a été gravé sur le front d'Israël comme un signe de Caïn.

Les gouvernements amis, comme la France et la Grande-Bretagne, nous tournent le dos au profit des sentiments domestiques [de leurs électeurs].

L'adhésion d'Israël à l'OCDE et qui paraissait largement un fait accompli dans le passé, s'éloigne à nouveau - en raison des sentiments négatifs croissants vis-à-vis d'Israël et non pas pour des questions de différends techniques. Par pure coïncidence, ou non, les grands investisseurs étrangers se retirent d'Israël.

Est-ce que tout le monde nous déteste ? Peut-être, mais le fait est que jusqu'à il y a six mois, Israël bénéficiait d'un essor extraordinaire sur le front des affaires extérieures, tant dans ses relations avec l'étranger que dans l'opinion publique mondiale. Cela met en évidence une seule source dans la dégradation que nous constatons : le nouveau gouvernement de Jérusalem.

En effet, il s'agit d'un gouvernement élu par le peuple et qui reflète les préférences des électeurs, lesquels voulaient une coalition comprenant le Likoud, le Shas et Yisrael Beiteinu.

Par conséquent, Netanyahu a nommé comme ministre des Affaires étrangères Lieberman. Il n'a pas accepté l'idée d'une rotation de gouvernement avec le Kadima, a été incapable d'organiser une réunion de travail avec le président de l'Autorité palestinienne et a transmis un message d'indifférence à l'égard du processus de paix.

Encore pire, le Netanyahu de 2009 ne comprend pas le monde et il est surtout incapable de saisir les changements en cours au sein des partis conservateurs qui sont proches de ses positions politiques. Aujourd'hui, ces partis sont à l'origine de vives critiques contre le gouvernement israélien, le gouvernement Nétanyahou.

L'actuelle vague anti-israélienne est particulièrement dangereuse, surtout parce qu'elle n'est pas limitée aux médias et aux groupes de gauche qui étaient traditionnellement classés comme « ennemis d'Israël ». Cette vague est montante, elle s'étend en emmenant les jeunes avec elle et détermine l'opinion des classes moyennes et des élites influentes.

L'image d'Israël a atteint son point le plus bas, il est isolé, indésirable et perçu comme mauvais. Le monde est en train de nous dire que si nous continuons sur le même chemin méprisable, nous allons perdre notre légitimité.

Sever Plocker

11 novembre 2009 –

Ynetnews - Vous pouvez consulter cet article à :

<http://www.ynetnews.com/articles/0,...>

Traduction : Nazem

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=7640

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19